PREMIERE ANNEE N° 286

MARDI 1er MARS 1977

Rédaction-Administration : 2, rue Richard-Lenoir. 93 100 Montreuil. Tél. : 808 00 80 à 84. Télex : PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de presse nouvelle). Directeur de publication : Alain Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie

Belgique : 15 FB • Suède : 2,25 KR • Italie : 300 L • Grèce : 20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 ESC.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 50

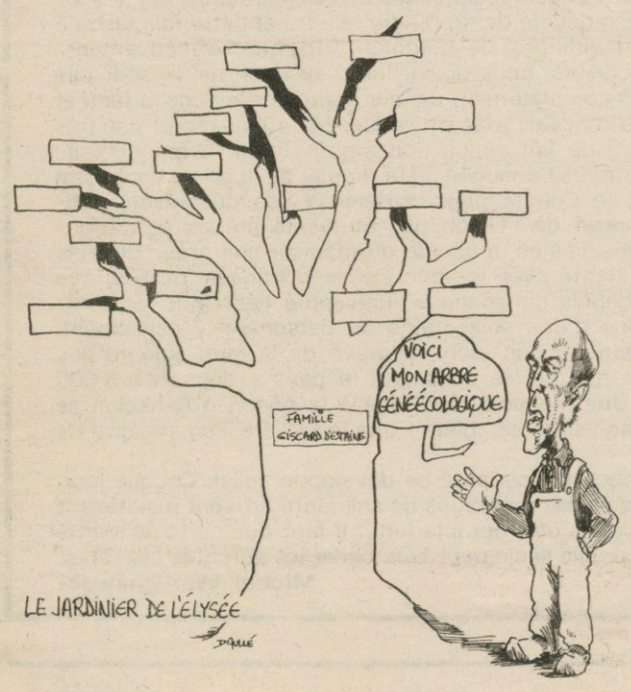
ANNE SYLVESTRE PARLE

Sur les enfants, la chanson etc...

LIRE PAGE 11

Pour quelques % de plus...

GISCARD D'ESTAING SE REPEINT EN VERT



On savait que Giscard était un « libéral avancé ». On sait, depuis son intervention — surprise à la télévision, dimanche soir, qu'il est aussi un « écologiste convaincu ». Allons-donc ! N'a-t-il pas cessé de défendre l'environnement depuis qu'il est à l'Elysée ?

La loi sur la protection de la nature en juillet 1976 ? C'est lui. Et l'on sait à Ouessant combien elle fut efficace pour enrayer la marée noire... La loi sur la récupération des déchets et l'élimination des matériaux ? C'est lui. Et l'on se félicite, à Nogent-sur-Seine, que la centrale nucléaire soit construite sans aucun risque de pollution... La loi sur les installations classées ? C'est lui. Et les familles expulsées tous les jours, faute de pouvoir payer leurs loyers, se sentent ainsi mieux défendues...

D'ailleurs, le président l'a bien dit : *« Il ne faut pas que l'écologie soit manipulée à des fins politiques, mais l'écologie fait partie de la politique. »* C'est-à-dire, si l'on comprend bien, que l'écologie, c'est politiquement apolitique !

La farce de Giscard est pourtant bien politique. Le récent sondage du *Nouvel Observateur* — qui crédite les écologistes de 12 % des suffrages aux élections municipales de Paris — suffit à faire courir le président. Pour nombre de listes de la majorité, quelques voix récupérées au prix de quelques promesses démagogiques ne seront pas de trop.

La tâche leur sera-t-elle facilitée par la confusion qu'entretiennent nombre de mouvement écologiques sur la nature de leur combat ? Quand on se bat contre le bruit dans les HLM qui jouxtent une autoroute urbaine, n'est-ce pas le Ministère de l'équipement et sa politique de subventions qui sont les premiers responsables ? Quand on se bat contre la destruction des espaces verts dans les villes, ne sont ce pas les promoteurs que le gouvernement protège par des lois bienveillantes qui sont les premiers responsables ?

L'ambiguïté des prises de position d'un mouvement comme *Les amis de la terre* n'est pas, à proprement parler, étonnante. Elle renvoie, généralement, à une absence quasi totale de prise en charge par les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier des revendications qui ont surgi sur ce terrain. Sans doute parce que les thèmes développés entrent directement en contradiction avec une certaine logique ; celle de gérer un système économique en lui-même destructeur de l'environnement.

Ce n'est pas le moment de laisser le terrain libre à Giscard parce qu'il plantera trois arbres le 16 avril. Et si, le « Jour national de l'arbre », les associations invitaient les travailleurs à réclamer les subventions nécessaires à la plantation d'autant de feuillus qu'ils estiment souhaitable pour leur cadre de vie ?

Pierre Julien

Demain, « Rouge » donnera la parole à Philippe Madelin, journaliste, auteur de « I... comme immobilier ». Il répondra aux fanfaronnades de Giscard

6 000 maisons vides dans le XVe arrondissement de Paris

OCCUPATION POUR UN « CENTRE DES FEMMES »

Lire page 5

A l'appel de la coordination des « groupes femmes » du XVe arrondissement (CGCT, chèques postaux, Caisse d'allocations familiales, hôpital Necker, groupe quartier), des femmes ont commencé à occuper hier soir vers 18 h le centre de réunion et d'information du XVe dans un local appartenant à l'office de HLM. Alors qu'il y a six mille maisons vides dans le XVe, elles réclament à la municipalité une maison pour ouvrir un « centre des femmes » sur le quartier. Au moment où nous bouclons, elles étaient plus de cinquante à occuper le local et des femmes d'autres quartiers arrivaient pour leur apporter leur solidarité.

A Paris, les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » seront présentes dans tous les arrondissements

Lire page 5

A l'issue de son comité central réuni à Rome

LE PDUP SCISSIONNE

- *La majorité, derrière Lucio Magri va fusionner avec la minorité d'Avanguardia Operaia*
- *La minorité, dirigée par Vittorio Foa, va rejoindre la majorité d'A.O.*

Lire page 3

La CGT publie de nouveaux documents révélant les manoeuvres financières du groupe Amaury

Lire page 8

La présence militaire française au centre des débats de la conférence sur l'avenir de Djibouti

Lire page 2

La conférence sur l'avenir de Djibouti

UNE INDEPENDANCE OBJET DE CONVOITISES

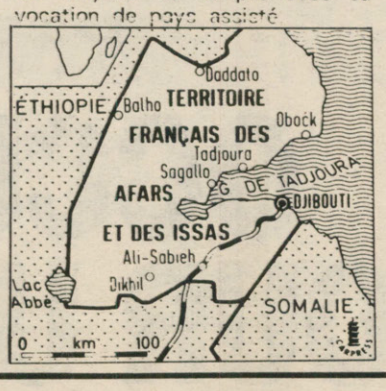
• La présence militaire française en question

Les débats autour de l'indépendance du TFAI (Territoire français des Afars et Issas) suscitent de très nombreux intérêts dans la corne de l'Afrique. Ces 23 000 kilomètres carrés (le double du Liban) situés à l'entrée de la mer Rouge, en face du golfe d'Aden, représentent pour l'Ethiopie un débouché vital sur la mer, et pour la Somalie, un prolongement naturel de la « grande nation somalienne ». Pour les pays arabes, ils constituent un facteur d'équilibre dans cette région instable, et pour les plus réactionnaires d'entre eux, comme l'Arabie Saoudite, un contre-poids à la pénétration soviétique, dont l'influence est manifeste en Somalie, au Sud-Yemen et avec le dernier coup d'Etat de Mengetsu Mariam, en Ethiopie. L'Union soviétique cherche en effet à consolider sa position dans l'océan Indien face aux Etats-Unis qui bénéficient de plusieurs bases navales (notamment celle de l'île de Diego-Garcia) et de nombreux « pays amis » que ce soit au Kenya ou au Soudan après avoir perdu, semble-t-il, beaucoup de poids en Ethiopie.

Le gouvernement français n'ignore pas cet état de choses. Il fait une ample publicité aux Etats qui *« s'inquiètant d'une déstabilisation trop rapide »* font savoir qu'ils souhaitent que la France *« ne disparaissent pas complètement de la région »*. Pour sa part, conformément à son rôle d'impérialisme secondaire, il entend bien que le statut du futur Etat indépendant maintienne sa présence militaire intégrée sans son dispositif de quadrillage de l'océan Indien (île de la Réunion, Mayotte, etc.). Les troupes françaises ayant dû déménager de Madagascar, Djibouti est devenu, de fait, le centre de ce dispositif.

Aussi, la conférence de Paris va-t-elle longuement s'attarder sur les « accords de coopération » que le futur Etat pourait établir avec l'ancienne puissance coloniale. Dans cette optique, il est opportun de rappeler les propos tenus pas Abdallah Kamil, président du Conseil de gouvernement, qui, le 30 novembre dernier, déclarait déjà : *« Il nous faut une force armée capable de maintenir la sécurité intérieure et extérieure du pays. On peut penser qu'une force de 6 000 hommes est suffisante pour assurer cette tâche. (...) Le gouvernement français est disposé à nous fournir l'aide technique et financière nécessaire pour ce faire. »*

La revendication d'indépendance immédiate du TFAI, avec le départ complet et inconditionnel des troupes françaises, on le voit, reste donc plus que jamais d'actualité et il faut noter que sur ce point, la LPAI s'en tient à la dénonciation des aspects les plus voyants de la présence française. C'est ce que lui reproche le MPL (Mouvement populaire de libération) en dénonçant son projet néocolonial. Il note aussi que, dans le passé, *« le gouvernement somalien et l'empire éthiopien ont joué honteusement le jeu du colonialisme français en faisant peser le risque d'annexion sur notre pays, chaque fois que notre peuple voulait se libérer du joug colonial »*. Faisant appel à l'OUA pour garantir celle-ci, il se définit pour l'*« indépendance placée sous hégémonie des masses populaires »*. Ce qui, bien évidemment pose la question relative au contenu social de cette indépendance (solutions économiques viables, démantèlement de la structure coloniale, auto-organisation populaire, mise en valeur des ressources naturelles, santé, logement, éducation commerce, etc.). Et Djibouti, contrairement à une idée répandue sur son soi-disant « caractère désertique », a les moyens de rompre avec sa vocation de pays assisté.



ISRAEL

Les prisonniers palestiniens reprennent leur grève de la faim

De notre corrrespondant à Tel-Aviv

Jérusalem, de notre correspondant.

Suspendue pendant un mois, la grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens a repris le 23 février à la prison d'Ashkelon. Après que les autorités pénitentiaires se soient explicitement engagées à donner des réponses positives aux exigences des prisonniers politiques, ceux-ci avaient décidé de suspendre leur grève de la faim qui avait duré un mois et demi.

Or le recul des autorités n'en est pas un. Alors que les prisonniers exigeaient un changement radical de leurs conditions de détention (soins médicaux, possibilité de lire, amélioration de la nourriture), les autorités se sont contentées de les autoriser à acheter une brosse à cheveux et des cacahuètes ! Face à un tel mépris envers leurs exigences élémentaires, les prisonniers ont donc décidé de reprendre la lutte et cette fois jusqu'à ce que les conditions de détention changent effectivement.

Les prisonniers, nous disent leurs avocats, ne se sont pas encore remis complètement de leur dernière grève de la faim et sont en très mauvais état physique. Mais leur moral est très combatif et il ne fait aucun doute qu'ils iront jusqu'au bout.

Aussitôt après l'annonce de la reprise de la grève de la faim à Ashkelon, le Comité pour la défense des prisonniers politiques, composé de l'Union des étudiants arabes et d'organisations antisionistes, a décidé d'organiser une grève de trois jours en solidarité avec les prisonniers politiques. Cette grève se déroule depuis dimanche à l'université hébraïque de Jérusalem et plus d'une soixantaine de personnes y participent. Une manifestation doit clore la grève de la faim aujourd'hui. Une pétition qui circule dans tout le pays a déjà reçu 8 000 signatures. Une manifestation face à la prison d'Ashkelon se prépare, à laquelle il semblerait que le PC israélien accepte de participer.

A l'étranger, la solidarité se développe aussi. Chaque jour, des pétitions et des messages de solidarité arrivent maintenant que les grévistes ont repris la lutte. Il faut que cette solidarité s'amplifie, car elle seule peut faire céder les autorités sionistes.

Michel Warschawski

BOLIVIE

QUELLE ISSUE VERS LA MER ?

Lorsque Banzer, bourreau de la Bolivie depuis le putsch d'août 1971, décida d'améliorer son image de marque auprès de son peuple, il chercha ce qui lui ferait le plus plaisir. Il n'eut pas longtemps à se creuser la cervelle, car il avait une idée toute trouvée : n'y avait-il pas près de cent ans que le peuple bolivien rêvait de récupérer les territoires volés par le Chili au cours de la guerre du Pacifique, en 1879-1884 ? Ces territoires situés sur la côte du Pacifique, d'une superficie de 200 000 km2, avaient été l'objet de la convoitise des Britanniques, qui voulaient s'assurer le contrôle du salpêtre et du guano abondants sur la côte. Telle fut la principale raison de cette guerre de rapine, au cours de laquelle le Pérou, allié à la Bolivie, devait perdre le département de Tarapaca.

Le peuple bolivien voulait une sortie à la mer ? Il l'aurait !

Et grâce à cette opération de prestige, Banzer ferait d'une pierre trois coups.

— Il apparaîtrait comme le gardien des intérêts nationaux et formerait l'union sacrée autour de sa personne.

— Il ferait oublier au peuple ses difficultés internes en désignant un ennemi extérieur. Air connu.

— Il ferait croire au peuple que s'il crève de faim, ce n'est pas à cause de la faillite du régime, mais à cause de cette satanée absence de littoral qui empêche la Bolivie de se développer.

Car il va de soi que si la Bolivie détient, avec Haïti, le record du sous-développement en Amérique du Sud, c'est parce que la Bolivie n'a pas de sortie à la mer. N'allez surtout pas croire que c'est parce que les richesses du pays sont abandonnées aux intérêts impérialistes.

Ausitôt dit, aussitôt fait. Banzer s'en fut courir chez Pinochet son voisin, pour lui demander de régler l'affaire. Entre tyrans de qualité, ces choses-là ne se refusent pas, surtout lorsque l'on y trouve un profit mutuel. Ils se concertèrent à voix basse, puis un beau jour, le 20 décembre 1975, dix mois après la réconciliation de Charana, Banzer annonça, en guise de cadeau de Noël, la fabuleuse nouvelle. La Bolivie aurait enfin sa sortie à la mer : un corridor d'une superficie totale de 3 000 km2, situé à la frontière péruvienne, et qui mènerait tout droit vers la grande bleue.

Un troc avantageux pour Pinochet

Las ! las ! las! le peuple apprit aussi — mais non par Banzer, qui ne le confirma ni ne l'infirma jamais — que Pinochet réclamait en échange un territoire de surface équivalente situé à Potosi. Un territoire plein de ressources minières et hydrauliques, et peut-être pétrolifères, contre un morceau de désert.

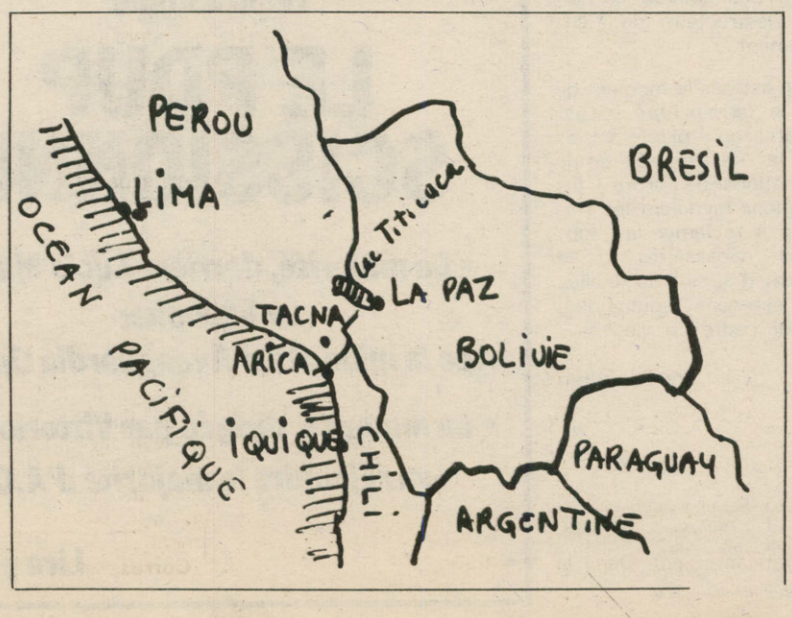
Pinochet, en réclament ce territoire précis, savait ce qu'il voulait : d'abord, il tiendrait le Pérou à distance, puisque le corridor bolivien formerait un tampon entre le Pérou et le Chili. Ensuite, il pourrait y construire une base stratégique qui pourrait déferler sur la Bolivie, dont l'armée ne tiendrait pas le coup en cas de conflit. Voilà vingt ans que Pinochet rêve de rayer la Bolivie de la carte du monde. Dans son livre *Géopolitique*, il écrivait, noir sur blanc, que la Bolivie ne doit pas exister. Enfin, il y avait bien sûr la richesse du territoire convoité.

Le peuple ne fut pas d'accord. Le XVIe congrès de la Fédération des mineurs, réuni à Corocoro, le 1er mai 1976, devait inscrire dans sa plate-forme de lutte : *« Pas de troc qui amènerait un nouveau démembrement du territoire. »*

Banzer, comme les dictateurs qui l'avaient précédé, avait pensé se servir de ce cheval de bataille pour trouver une popularité qu'il n'a jamais eue, en apparaissant comme le défenseur des intérêts nationaux. Il n'avait pas songé que le règlement d'un problème d'une telle complexité ne pouvait s'improviser entre deux personnes. Car, naturellement, il n'était pas venu à l'idée de Banzer de demander son avis au peuple.

Mais le Pérou ...

Banzer n'avait pas songé non plus au troisième acteur de la farce : le Pérou, partie concernée, puisque le corridor bolivien longerait sa frontière. D'autre part, le traité de 1929, consacrant la victoire chilienne sur le Pérou, oblige les deux pays à se consulter en cas de cession de territoire à une tierce puissance. Or, le Pérou, qui lui aussi ne renonce pas à ses territoires volés par le Chili, ne voulait pas d'un corridor entièrement bolivien.



Il voulait créer une zone de souveraineté partagée entre la route qui unit Tarica (Chili) et Tacna (Pérou) et la côte. Le port (à construire) serait bolivien, mais Arica serait administrée par les trois pays.

Le Chili a refusé cette proposition, en arguant qu'elle remettait en cause sa souveraineté sur Arica, et donc le traité de 1929. Depuis, les deux pays n'en finissent pas de s'agonir de reproches, par presse interposée (contrôlée par l'Etat, dans les deux cas), et de se rejeter mutuellement la responsabilité de l'impasse actuelle.

En Bolivie, Banzer se cantonne dans un silence prudent face à la querelle qui oppose maintenant le Chili et le Pérou. Mais *le Monde*, du 28 décembre, a annoncé que Banzer avait demandé, quatre jours auparavant, au Pérou d'abandonner son idée, et au Chili, de renoncer à la compensation territoriale. Banzer aurait-il cédé devant la colère populaire ? Aurait-il reculé devant l'ampleur des réactions suscitées, à droite comme à gauche, par l'aventure dans laquelle il s'est lancé ? Ou aurait-il mesuré la profondeur du gouffre dans lequel il risque de glisser s'il fait un faux mouvement ?

Quoi qu'il en soit, il n'appartient pas à Banzer de régler un problème centenaire pour réaliser une opération de prestige personnel. C'est au peuple bolivien et au peuple chilien, rétablis dans leurs souverainetés, d'en décider, et non à leurs bourreaux.

Maria Collque

ITALIE

A l'issue du Comité central réuni à Rome

LE PDUP SCISSIONNE EN DEUX ORGANISATIONS

Le comité central du PDUP réuni ce week-end à Rome à la suite des profondes divisions apparues au cours des dernières semaines dans l'organisation a entériné la scission. Cette scission a eu lieu sur le vote d'une motion présentée par Lucio Magri sur la stratégie à avancer et sur la fusion avec Avanguardia Operaia.

Pour Magri, il s'agit de définir une ligne stratégique qui rejette le *« maximalisme »* et propose un *« programme positif susceptible d'imposer l'unité de toute la gauche »*. Il rejette les propositions de la minorité du PDUP et de la majorité de AO qui reviendrait à créer une force *« maximaliste, expression parasitaire et mauvaise conscience de l'extrémisme social »* qui finirait par devenir *« l'allié objectif de l'*adversaire de classe ».

Plus concrètement, dans la crise actuelle, Magri considère *« erronée et perdante »* la ligne de la minorité ex-PSIUP (représentée par Foa et Miniati) selon laquelle il faut que le PSI et le PCI retirent leur soutien au gouvernement Andreotti et retournent à l'opposition. Magri propose une ligne *« d'entente politique entre les partis de gauche sur un programme politique d'urgence »* qui impose à la DC des choix *« qu'elle ne peut accepter sans entrer en crise »*.

La minorité ex-PSIUP a violemment attaqué cette ligne suiviste du PCI et a demandé un congrès extraordinaire. La motion de Magri a été acceptée par 31 voix contre 30 et deux abstentions. Le CC a décidé la scission du parti. Il est désormais probable que la majorité pro-Magri du PDUP prépare un congrès de fusion avec la minorité de AO ; la composante ex-PSIUP se préparant à fusionner avec le gros de AO.

Anna Libera

UNE ASSEMBLEE NATIONALE ETUDIANTE HOULEUSE

Au centre des débats, le lien avec le mouvement ouvrier

La lutte s'étend aux lycées

L'assemblée nationale des étudiants italiens en lutte qui s'est tenue à Rome durant tout le week-end a témoigné de l'ampleur du mouvement, mais les débats ont aussi reflété la confusion politique qui s'est soldée par l'impossibilité d'arriver à des objectifs communs de lutte.

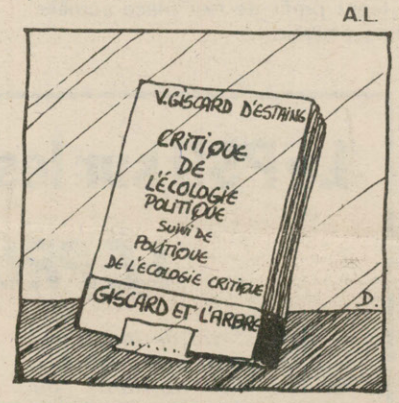
Les quatre à cinq mille étudiants qui y ont participé (aucun mode de délégation n'existait et est venu qui voulait ou pouvait) dans une atmosphère surchauffée n'ont trouvé un moment d'unité que pour écouter la lecture du message des « Indiens métropolitains ». *« Nous avons dansé longtemps autour du totem de notre folie lucide... Il est temps que le peuple des hommes descende dans les vertes vallées pour se réapproprier le monde qui lui appartient... Les chemises bleues ont détruit tout ce qui fut vie. Elles ont étouffé avec l'acier et le ciment le souffle de la nature... Elles ont crée un désert de mort et l'ont appelé progrès... La reddition des visages pâles doit se faire sans conditions sur douze objectifs : liberté pour tous les camarades arrêtés, abolition des prisons pour les mineurs, financement public des centres de loisirs alternatifs.... démolition des jardins zoologiques et droits pour tous les animaux prisonniers de retourner dans leur pays d'origine. »* Derrière la dérision des mots, ce courant, né dans les cercles de jeunes chômeurs, essaie de poser les problèmes de dizaines de milliers de jeunes totalement marginalisés et qui ne voient aucune solution à leurs problèmes.

Il semble malheureusement que le mouvement étudiant ne soit pas à même de leur en apporter. Au centre des débats de ces deux jours, se trouvaient les rapports du mouvement de lutte des universités avec les travailleurs et leurs organisations. Le premier affrontement s'est produit dans l'assemblée au moment de la lecture d'un message de la FLM (syndicat unitaire des travailleurs de la métallurgie). Au cours d'un vote, une large partie de l'assemblée s'est prononcée pour la lecture du message alors que ceux qui n'étaient pas d'accord empêchèrent pratiquement cette lecture par des sifflets et des hurlements. De même, aucune décision commune n'a pu être prise sur la participation à une rencontre avec les délégués de la FLM.

Parallèlement à cette assemblée, une réunion avait lieu entre la Fédération syndicale unitaire (CGIL-CISL-UIL) et la Fédération des Jeunesse communistes, plusieurs organisations étudiantes et Avanduargia Operaia et le PDUP, afin de discuter des questions de la réforme universitaire et du chômage des jeunes. Dans le communiqué final, ces organisations affirment s'engager *« à lutter pour trouver l'unité pour le renforcement de la démocratie et l'isolement de ceux qui choisissent la voie de la division »*.

Depuis quelques jours, le mouvement de lutte s'est étendu aux lycées et aux instituts techniques. Plusieurs dizaines d'établissements sont occupés à Rome, Bari, Venise, etc. Là, le mouvement est centré sur la discussion en commissions de la réforme et des propositions de loi contre le chômage dans la jeunesse.

A.L.



Notes internationales

RDA

Selon Wolf Biermann, chanteur communiste est-allemand forcé à l'exil, les bureaucrates de RDA « conscients de leur faiblesse, commencent à trembler, cela devient dangereux pour les rebelles. » Citant les noms de ceux qui ont été arrêtés pour s'être solidarisés avec lui, il indique que plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées, et que plusieurs milliers auraient été interrogées ou licenciées depuis son expulsion de RDA, en novembre.

URSS

Guinzbourg, arrêté le 3 janvier dernier parce qu'il gérait le fonds d'aide aux prisonniers politiques alimenté par Soljenitsyne, vient d'être inculpé de « calomnies antisoviétiques » (article 70 du Code pénal). C'est une inculpation grave, puisqu'elle rend passible d'une peine de prison de sept à dix ans, et de trois à cinq ans de résidence surveillée.

ROUMANIE

Deux membres actifs du mouvement roumain pour les droits de l'Homme, Nicolescu, pasteur baptiste et Sandu, technicien ont été arrêtés alors qu'ils sortaient du domicile de l'écrivain Goma, chef de file de ce nouveau mouvement d'opposition. Ce dernier, malgré les propositions des autorités a refusé d'émigrer, son téléphone ne fonctionne plus sur le réseau intérieur depuis ce moment.

YOUGOSLAVIE

« Kommunist », organe théorique du Parti yougoslave, attaque violemment la revue « Duga » de Belgrade, coupable d'avoir pris implicitement le parti des signataires de la Charte 77, pour avoir mis en doute les accusations des autorités tchèques contre les signataires, et avoir écrit que la charte n'avait pas été rendue publique dans ce pays. « Kommunist » fait valoir que ceci est contraire aux principes même de la politique extérieure yougoslave et réclame des sanctions contre les responsables de la revue. On voit déjà l'attitude que les dirigeants « autogestionnaires » adopteront face au mouvement d'opposition en Europe de l'Est, lors de la prochaine conférence de Belgrade, la même qu'ils adoptent face à leur propre opposition : la répression.

SOLIDARITE ESPAGNE

• Leonid Plioutchtch, Victor Fainberg, Jean Cassou, René Dumont et Simone de Beauvoir ont lancé un appel en faveur de la libération immédiate des militants de la FAI (Fédération anarchiste ibérique) arrêtés depuis une quinzaine de jours à Barcelone. Les signataires de cet appel demandent le droit pour les militants emprisonnés de « faire appel pour leur défense à la présence d'avocats étrangers ».

KOMITET OBRONY ROBOTNIKÓW

DOCUMENTS DU COMITE DE DEFENSE DES OUVRIERS DE POLOGNE

Préface de Krzysztof Pomian

Documents rassemblés et édités par le Comité international contre la répression

Le Comité de solidarité avec les ouvriers polonais (dont l'adresse est : Cahiers du cinéma 9, passage de la Boule-Blanche 75012 Paris) participe à la diffusion de cette brochure. Cette brochure est en vente à la Librairie Rouge au prix de 10 F.

Dans les crèches, contre le paiement d'avance

Depuis le 1er janvier, une circulaire dite circulaire Sainton est entrée en vigueur, qui stipule que les directrices de crèche doivent demander aux parents de payer d'avance. Elle laisse pourtant six mois de délai (jusqu'en juillet) pour que le paiement d'avance soit obligatoire. D'ici là, les associations de parents veulent faire reculer le ministère de la Santé.

En effet, le paiement d'avance est un scandale. Il gêne les parents dont les salaires ne tombent qu'en fin de mois et il est un premier pas vers la mensualisation : jours d'absence non remboursés, vêtements à fournir, conditions de travail du personnel dégradées. Avant les municipales, des délégations auprès des élus et des manifestations devant la protection maternelle et infantile (PMI), etc., sont envisagées. Enfin, l'association des parents pour les crèches collectives fait circuler une pétition.

Classes de nature de l'OACV en Corrèze

Sous la neige, les économies

L'Oeuvre de centres de vacances de la Corrèze (ODCV affiliée à la Fédération française des œuvres laïques), dont le président d'honneur est Jacques Chirac, accueille des classes de nature de la préfecture de Paris. Les petits citadins se transportent donc pour trois semaines à la montagne, avec leurs camarades de classe. Indiscutablement, c'est une expérience riche de vie en collectivité où les enfants s'émancipent peu à peu du carcan familial pour découvrir des modes de relation nouveaux. Mais du côté des coulisses, loin de la pédagogie, l'on trouve de sordides histoires de fric.

La préfecture de Paris accorde à l'ODCV 44 F par jour et par enfant. Une somme qui doit tout financer : le matériel, les excursions, la pharmacie, la nourriture des enfants, du personnel de service et du personnel d'encadrement. Dans la répartition, le problème de la santé a été vite réglé : deux centimes par jour et par enfant. Mais surtout, alors que les 44 F comprennent la nourriture du personnel, tous les employés du centre (y compris les deux végétariens !) ont leur salaire mensuel amputé de 350 F pour les repas. Pourquoi un morceau de pain est-il ainsi payé deux fois ? Où passe le surplus ? Mystère.

Quant aux conditions de travail : les employés travaillent sur les horaires de l'hôtellerie (48 heures par semaine), mais sont payés sur les indices de l'Education nationale. Doivent-ils demander le réajustement de leurs horaires sur ceux de l'Education ou de leur salaire sur ceux de l'hôtellerie ? ENfin, les aides de service pour 50 heures hebdomadaires, sont payés au SMIC... moins 350 F pour les frais de nourriture et d'hébergement.

Correspondant

Faites chauffer l'école

Maître-auxiliaire depuis 22 ans !

La section SNES du lycée Carnot à Paris vient d'écrire à Haby pour demander la titularisation d'un des enseignants du lycée... maître-auxiliaire de travaux manuels depuis 22 ans ! Devant partir à la retraite en novembre 1977, s'il n'est pas titularisé d'ici là, il touchera 1 300 francs de pension mensuelle. Les enseignants du lycée iront chercher, avec l'ensemble des syndicats, le mercredi 2 mars à 14 h 30, au Ministère, la réponse à leur lettre.

Collégiens contre profs racistes

Les éleves du CET de Colombes (imprimerie) ont fait grève à la veille des vacances de février après qu'un prof ait déclaré à un élève algérien : « Retourne dans ton pays », parce que celui-ci lui rendait un exercice d'atelier imparfait. Hier, une AG devait débattre du racisme au CET.

Ecole normale occupée

Réunis en assemblée générale à la veille des vacances de février, les élèves-maîtres de l'école normale de Livry-Gargan en Seine-St-Denis, avaient décidé d'engager la lutte pour le rétablissement du CFEN, l'examen terminal, sous son ancienne formule (le bilan continu où les élèves ayant A ou B au contrôle étaient dispensés de l'épreuve terminale). Ils ont décidé hier d'occuper les locaux jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Enseignants non titulaires

Le mouvement national des non-titulaires appelle tous les enseignants qui se réclament de lui à une assemblée générale le jeudi 3 mars à 20h à la faculté de Jussieu. Son motif : la menace de licenciement que fait peser la réforme Haby sur 10 000 maîtres auxiliaires à la prochaine rentrée. Il appelle par ailleurs les enseignants de province qui le soutiennent et participeraient au rassemblement du 6 mars organisé par l'EE-FUO (« Rouge » du 28 février), à une réunion préalable le samedi 5 mars à 18 H, fac de Jussieu, tour centrale, bureau 407, 4e étage.

Lycéens de Seine-et-Marne

Une coordination régionale des comités de lutte permanente lycéens de Seine-et-Marne-Nord s'est tenue le 21 février. Pour la contacter, écrire au journal, qui transmettra.

Action « effectifs » dûment payée

Le tribunal administratif de Lyon vient de donner raison à des enseignants qui avaient mené des actions « effectifs » à la rentrée 1975, faisant classe avec 25 élèves au maximum. Il a ordonné à l'inspection académique de leur verser tout leur traitement, le ministère ayant amputé leurs salaires à l'époque, pour fait de grève.

GISCARD EN VERT

Le manuel du parfait écologiste sera bientôt disponible. Giscard a, en effet, annoncé la publication prochaine d'un document intitulé « un Environnement à la française ». Il rassemblera diverses propositions concernant l'écologie, l'urbanisme, etc. Se montrant satisfait de son action entreprise depuis 1974 — « Imaginez ce que serait Paris si je n'avais pas pris personnellement un certain nombre de décisions » ose-t-il dire — il propose des objectifs précis dont les plus marquants sont « l'institution d'une journée nationale de l'arbre » (mais oui !), « des plantations symboliques ou exemplaires », mais aussi la tenue d'un « grand rassemblement de jeunes sur le thème de l'écologie » durant le printemps et « d'assises européennes de l'environnement » que la France compte organiser cet automne.

L'innovation que veut promouvoir Giscard se trouve passablement malmenée à l'épreuve des faits. L'exemple de Nancy montre bien le crédit que l'on peut accorder à ce genre de déclarations. Examinons comment Martin, maire sortant et se réclamant pendant cette période de la « majorité » présidentielle, met en pratique ces belles conceptions.

D. C.

Nancy : histoire d'une tour

ou comment furent gaspillés deux milliards de centimes

On connaissait Nancy, la ville aux portes d'or. Au XVIIIe siècle, Jean Lamour avait dressé des grilles en fer forgé recouvertes d'or.

Le droite du XXe siècle laissera aussi ses traces, mais l'or y sera moins voyant. On connaîtra désormais la ville aux tours d'or. L'histoire commence au début des années soixante-dix, en plein centre de la ville, à cent mètres de la gare, sur un îlot occupé par les hôtels, un cinéma, des commerces et les habitations.

La société propriétaire de l'hôtel Thiers envisage de reconstruire l'îlot qu'elle possède. Le ministère de l'Equipement, en date du 12 février 1970, donne son accord préalable pour la construction d'une tour, sous réserve de la réalisation d'une ZAC.

Le but est clair : permettre la construction d'un bâtiment qui abriterait un grand hôtel et des bureaux pour renforcer la dimension de la ville comme capitale administrative, faire passer ce projet en promettant un deuxième bâtiment composé essentiellement de logements censés remplacer les habitations détruites. Jusque là, rien de bien particulier, puisque le vidage des couches populaires du centre des villes et leur remplacement par des bureaux ou des commerces sont le lot de toutes les municipalités de droite.

Mais l'affaire devient intéressante quand les tractations foncières et financières de l'opération ont lieu. La droite, et le maire Martin en particulier, va alors se trouver sérieusement impliquée dans une magnifique opération spéculative. En 1971 et 1972, plusieurs délibérations du conseil municipal se font sur des affaires intéressant la société immobilière SOCIN, propriétaire et chargée de la construction de la tour Thiers.

Cette société est une filiale de la SICE (Société immobilière et commerciale de l'Est) qui possède 50 % de son capital et dont l'un des administrateurs... est le maire lui-même ! On imagine les négociations qui peuvent s'opérer. Après un accord intervenu entre la préfecture dirigée par M. Lambert, la direction départementale de l'Equipement, la SOCIN et la ville de Nancy, une délibération du conseil municipal du 25 octobre 1972 fixe le dû de la SOCIN à la ville à 1 100 000 F.

Or, si l'on s'en tient aux textes de loi, la SOCIN aurait dû verser, au titre de la taxe locale d'équipement et de la règle de la surdensité (art. 21 du Code de l'urbanisme), une somme de 11 200 000 F. C'est donc près d'un milliard de centimes, payé par les contribuables de Nancy, qui est offert en cadeau à une société de promotion privée.

Cette opération, loin d'être effectuée au seul niveau local, était connue de l'appareil d'Etat central, puisque la ville avait été autorisée à contracter un emprunt de 55 millions de francs par un décret du 11 août 1971 signé du Premier ministre (Chaban-Delmas) et des ministres de l'Intérieur (Marcellin) et des Finances (Giscard d'Estaing).

D'autre part, l'arrêté de création de la ZAC avait été pris le 4 octobre 1972 par le préfet de Meurthe-et-Moselle (Lambert) qui avait également « visé », le 21 décembre 1972, la convention financière entre la ville et la SOCIN. Enfin, cette même convention avait reçu l'accord du ministère des Finances par le biais du trésorier général et du trésorier municipal...

Comme on le voit, la filière était large. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. On se souvient qu'un deuxième immeuble devait être construit : la tour Mazagran. Pour cette construction, la ville avait acheté elle-même une parcelle de terrain d'environ 700 mètres carrés devant être revendues par la suite à une société de promotion. La municipalité avait dépensé cette fois 7 530 000 F pour l'acquisition des immeubles existants et les divers travaux de démolition, ainsi que deux annuités d'emprunts de 1 760 000 F, soit au total plus de neuf millions pour l'achat d'un terrain rendu constructible.

Or, la société de promotion qui avait été pressentie pour l'opération s'est désistée et aucun promoteur à ce jour ne s'est fait connaître. Il faut dire qu'au prix du mètre carré de terrain (1,3 million de centimes) et vu la faible hauteur de la tour (16 étages), on arrive à un prix au mètre carré construit tel qu'aucun logement ne serait vendable à Nancy.

La ville a donc été contrainte, pour pallier à l'échéance du permis de construire, le 31 décembre dernier, de construire une petite murette de quelques centimètres qui entoure la pelouse la plus chère de France. Mais le terrain risque bien de ne rester qu'un gazon verdoyant sur lequel il est bien sûr interdit de marcher, pensez donc, à ce prix !

Voilà donc près de deux milliards de centimes de gaspillés, soit environ un dixième du budget municipal, et ceci grâce à la gestion de l'équipe « Nancy capitale ». On comprend qu'il y ait de quoi s'inquiéter lorsque Martin, dans la campagne électorale, se vante d'avoir acquis après la Libération, comme délégué par le Conseil d'Etat, *« les connaissances indispensables qui feront de lui un haut technicien de l'administration »*. Ne doutons pas que ce *« spécialiste reconnu des problèmes financiers »* doit surtout l'être de tous ceux qui tirent profit de leur place actuelle au pouvoir.

On pourrait parler des autres scandales qui ont émaillé la vie municipale depuis les années soixante, mais on s'arrêtera là. L'association municipale « Nancy capitale », quant à elle, se représente aux élections comme si rien ne s'était passé, enfin, pas tout à fait, puisque la liste s'appelle maintenant « Nancy », peut-être pour que les travailleurs ne fassent pas le rapprochement avec « Nancy capitale » ?

Jean-Claude Bignon

Le PSU sur les listes de l'Union de la gauche

LE PRIX POLITIQUE A PAYER

A la sortie de leur Conseil national, en octobre dernier, les militants du PSU croyaient disposer d'une tactique relativement claire pour les municipales. A défaut d'un accord national avec les partis de gauche, ils se devaient de construire, dans leurs localités, un rapport de force avec le « courant autogestionnaire » *pour négocier ensuite la constitution de listes de la* « gauche unie » *avec les partis signataires du Programme commun.*

Les militants du PSU croyaient pouvoir imposer leur apport à la rédaction de chartes municipales communes et le texte du Conseil national stipulait bien qu'en aucun cas, un accord ne devait être signé s'il reniait l'identité d'un des corédacteurs et s'il faisait une référence « exclusive » *au Programme commun.*

Cette démarche apparaissait à l'époque largement utopiste. La direction du PSU, en réalité, n'avait pas les moyens de sa politique et les décisions du Conseil national masquaient mal une logique politique implicite de ralliement à l'Union de la gauche. Le bilan quasi définitif des négociations avec l'Union de la gauche montre bien que la démarche, sur le papier, a conduit, dans les faits, à des résultats différents de ceux attendus. La volonté écrite de changer la nature des listes de gauche par une présence politique significative du « courant autogestionnaire » *s'est concrétisée le plus souvent en un ralliement pur et simple pour quelques strapontins.*

Premièrement, le PSU a systématiquement privilégié les négociations de couloirs au débat politique. Le rassemblement des autogestionnaires, hormis quelques cas, ne fut qu'un prétexte numérique au marchandage des sièges.

Les cas de Paris et de Strasbourg

Deuxièmement, le PSU n'a pratiquement jamais eu son mot à dire sur la rédaction du contrat municipal. Le cas le plus flagrant est celui de Paris, où, après de laborieuses tractations discrètes qui ont abouti à l'obtention de quatre sièges sur cent-neuf, les dirigeants nationaux ont cautionné, par leur présence à la conférence de presse de présentation, un contrat municipal réformiste, rédigé entièrement par le PC et le PS. Et là où le PSU a effectivement discuté d'un texte, le résultat n'a pas toujours respecté les engagements du Conseil national. Rouge *avait déjà cité le cas de Strasbourg. On s'étonnera, en tout cas, du peu d'empressement de la direction du PSU à publier, y compris auprès de ses propres militants, les accords qu'ont passés les sections locales.*

Troisièmement, bien loin de regrouper le « courant autogestionnaire » *de façon autonome là où aucun accord n'a pu se faire avec l'Union de la gauche, le PSU s'emploie à se noyer dans des listes écologiques ou autonomistes qui peuvent avoir un minimum de crédibilité électorale. Refusant partout de discuter localement avec les listes* « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », *il préfère, comme à Lille, par exemple, faire figurer ses militants à titre individuel sur la liste des* « Amis de la terre », *quitte à faire une conférence de presse pour annoncer qu'il se présente en commun avec les écologistes...*

Si l'on ajoute qu'aucun accord national n'ayant été signé, on ne dénombre actuellement que 37 villes où un accord local est déjà réalisé et 42 où il est probable (essentiellement dans la région parisienne) sur les 221 villes de plus de 30 000 habitants, on mesure l'échec de la tactique du PSU pour les municipales. Les ambiguïtés du Conseil national de Joinville ont été levées dans les faits. Là où le PSU figure aux côtés du PC, du PS et, il ne faut pas l'oublier, de radicaux de gauche (y compris quand ils conduisent la liste, comme à Perpignan) et de « gaullistes de progrès », c'est au prix de concessions politiques qui outrepassent largement les références programmatiques du récent congrès de Strasbourg.

Pierrre Julien

avant les r

Paris: Les listes des révolutionnaires

« Ni comte parfumeur, ni apprenti führer, Paris aux travailleurs »

Constituées sur les dix-huit secteurs électoraux de la capitale, les listes unitaires « Paris aux travailleurs » étaient présentées hier à la presse. Répondant aux questions, les candidats se sont attachés à définir le sens et les axes de la campagne qu'ils entendaient mener.

« N ous intervenons dans cette campagne car nous ne pensons pas que le PC et le PS, par les perspectives qu'ils proposent, permettent d'organiser la riposte à laquelle aspirent les travailleurs. » Les luttes généralisées ne sont pas possibles aujourd'hui, disent les réformistes. Ils semblent surtout préoccupés par la répartition des sièges sur leurs listes et par les garanties à donner à la bourgeoisie, s'ils l'emportaient aux élections.

C'est pour poser les jalons de la nécessaire riposte centralisée face aux agressions de la bourgeoisie que la LCR, LO et l'OCT ont estimé indispensable de faire une campagne commune. Elle donnera à tous les travailleurs combatifs la possibilité de s'exprimer, sans que soit posé comme préalable l'accord avec l'ensemble de leurs propositions.

Dans cette campagne, les luttes des femmes tiendront une grande place. La lutte de la clinique des Lilas, la journée internationale des femmes scanderont la campagne. Mais aussi des problèmes locaux bien précis qui mettent en évidence la démagogie gouvernementale. *« Sur le XIXe, quartier en rénovation, impossible de trouver un hôpital pour pratiquer un avortement. Il faut aller à Thenon. Et là, on ne pratique même pas la méthode Karman. » « Dans le XIVe, on compte à peu près 150 000 habitants : il y a à peine 400 places dans les crèches existantes. »*

Plusieurs militants ayant eu maille à partir avec la répression qui sévit pour tout ce qui concerne l'armée sont présents sur les listes.

Des camarades récemment libérés bien sûr, mais aussi deux camarades inculpés dans le cadre de l'opération Cour de sûreté de l'Etat.

Les thèmes de campagne se dessinent. Qui d'autre que les candidats révolutionnaires dénoncera la répression qui frappe les travailleurs immigrés (qui ne votent pas), l'interdiction de leurs organisations ?

« Ni comte parfumeur, ni apprenté fürher », « Paris aux travailleurs », tel est le sens de cette campagne qui fera entendre la voix de ceux qui subissent chaque jour le poids de l'exploitation et de l'oppression tous azimuts de ceux qui, aujourd'hui, osent présenter leurs hommes aux suffrages.

J-F. Vilar

POUR UNE MAISON DE FEMMES DE QUARTIER

• *La coordination des groupes femmes du XVe occupe le centre d'information 48 rue Bauge*

Dans le XVe, rien que des femmes candidates, autant dire que sur le sujet, on peut s'attendre à pas mal de démagogie.

Cela se confirme d'ailleurs, dès l'ouverture de la campagne quand on lit les petits papiers distribués dans les boîtes aux lettres, pour le plus grand profit des candidates de la droite. Pas n'importe lesquelles, attention, Nicole de Hautecloque, conseillère municipale UDR, ancienne présidente du conseil de Paris, fut la seule femme député à voter contre la loi Veil libéralisant l'avortement en 1975.

Quant à la candidate de la liste d'Ornano, c'est Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'Etat à la condition féminine, actuelle secrétaire d'Etat à la culture. Elle se présente dans le XVe « parce que j'y habite depuis 15 ans, parce que mes enfants et petits enfants y habitent également ». Une vraie femme du quartier, « les problèmes quotidiens rencontrés par ses habitants et ses habitants, je les ai rencontrés ».

Avis aux mal logés et aux travailleurs immigrés expulsés de leur foyer (en 1975, 314 expulsions, 1680 saisies), avis aux chômeurs, avis aux femmes inscrites sur les listes d'attente pour avorter dans le seul hôpital du quartier qui les accepte : Boucicaut.

Beaucoup de paroles, mais que se fait-il pour les femmes du quartier ? Un quartier qui est le dernier arrondissement de Paris pour les équipements collectifs, où l'on menace de fermer les deux dispensaires de la rue Viala et de la rue St-Charles, avec risques de licenciements pour les travailleuses de la CAF, où des licenciements d'auxiliaires en particulier sont prévus à l'encontre des travailleuses de la CGCT, des Chèques postaux, des hôpitaux Necker et Boucicaut.

En occupant le Centre d'information du 48 de la rue Barge, la coordination des groupes femmes du XVe entend rompre avec le ronron des promesses électorales et exiger de la municipalité un centre de femmes où les femmes du quartier puissent poser elles-mêmes et collectivement les problèmes auxquels elles sont confrontées, puissent lutter.

A.S.

Comme par miracle, depuis l'ouverture de la campagne pour les élections municipales, on entend parler de femmes à toutes les sauces. On nous tiraille de tous les côtés pour nous faire voter.

Dans le XVe, deux femmes nous font des mirifiques promesses : or, qu'ont-elles fait jusqu'à présent alors qu'elles en avaient les moyens ? Hautecloque s'est illustrée en étant la seule femme à l'Assemblée à voter contre la loi Veil sur l'avortement.

De même, qu'a fait Françoise Giroud lors de son passage au Secrétariat à notre condition ? Ses 101 mesures ne sont pas appliquées, et d'ailleurs ne sont en rien susceptibles d'améliorer notre vie quotidiennne.

Ces deux femmes ne remettent en rien en question le rôle traditionnel auquel on nous accule.

C'est pourquoi, nous, coordination des groupes femmes du XVe, voulons faire entendre une autre voix.

Nous voulons une maison de femmes, un centre de femmes où nous romprons l'isolement auquel nous sommes acculées.

Nous voulons y aborder ensemble les problèmes qu'on nous fait considérer comme « privés », comme individuels, alors qu'ils sont éminemment collectifs.

Nous voulons rassembler nos expériences, nos luttes, les enrichir, les développer ensemble. Sentir notre force, notre solidarité, pouvoir nous unir pour lutter.

Notre maison, nous voulons la rendre vivante, qu'elle soit l'œuvre de toutes les femmes du quartier.

Nous pourrions y organiser des débats, des rencontres, des projections de films avec discussions, des expositions, une bibliothèque, des consultations gratuites et collectives avec des avocates et des gynécologues du quartier.

C'est pourquoi aujourd'hui, nous avons occupé cette maison, jalon pour obtenir par la lutte une véritable maison des femmes.

Cette maison sera ce que nous toutes en ferons.

Coordination des groupes femmes du XVe

LA LISTE « PARIS AUX TRAVAILLEURS »

Ier ET IVe ARRONDISSEMENTS :

ROUSSEAU Michel	29 ans.	Contrôleur PTT
ANZEL Daniel	28 ans.	Employé de banque
LEROUX Jeanine	43 ans.	Employée aux Finances
VERMOREL Pierre	49 ans.	Employé au Trésor

IIe ET IIIe ARRONDISSEMENTS :

ALLAIN Liliane	29 ans.	Employée de banque
CHARLES François	31 ans.	Travailleur social
EPPSTEIN Gérard	31 ans.	Employé d'assurances
QUILLAUD Anne	30 ans.	Employée des PTT

Ve ARRONDISSEMENT :

MALIFAUD Jean	32 ans.	M-A à Jussieu
BORRAS Catherine	40 ans.	Enseignante
MEUNIER Roger	31 ans.	Chercheur
PETITJEAN Patrick	30 ans.	Chercheur

VI ARRONDISSEMENT :

AJZENBERG J-L	28 ans.	Ouvrier métallo
BONNARD Françoise	28 ans.	Enseignante
LAFORE André	24 ans.	Etudiant
ZORMAN Michel	30 ans.	Médecin

VIIe ARRONDISSEMENT :

MARIELLE Bruno	27 ans.	Chargé d'études
AMANS Jean-Louis	27 ans.	Agent d'exploitation PTT
JACQUIN Daniel	27 ans.	Employé
RIGOLLET Jean-Paul	39 ans.	Ingénieur

VIIIe ARRONDISSEMENT :

LE BRIS René	31 ans.	Préposé PTT
BUHOT Pascal	30 ans.	Agent d'exploitation PTT
LEMAIRE Gilles	26 ans.	Chômeur
TAILLANDIER Serge	32 ans.	Employé

IXe ARRONDISSEMENT :

CAUQUIL Chantal	28 ans.	Employée d'assurances
DUYTS Patrick	24 ans.	Préposé aux PTT
HAUGUE Anne	31 ans.	Enseignante
MARSAULT Annick	29 ans.	Employée de banque

Xe ARRONDISSEMENT :

PRAGER Rodolphe	59 ans.	Employé de bureau
BUTAUD Gilles	27 ans.	Chômeur
OLLIVIER Evelyne	28 ans.	Infirmière
SALHI Thérèse	51 ans.	Employée PTT

XIe ARRONDISSEMENT :

THORAVAL Yves	41 ans.	Technicien
AMEY Sophie	30 ans.	Rédactrice
CROUCHEZ J-P.	29 ans.	Employé
CYROULNIK Philippe	28 ans.	Maître-auxiliaire
GRAMMONT G.	29 ans.	Employée à la SS
LABAT Pierre	35 ans.	Ingénieur
VITRY Daniel	32 ans.	Cheminot

XIIe ARRONDISSEMENT :

GOLUB Anne	32 ans.	Employée
BODIN Michel	27 ans.	Employé
CHRETIEN Françis	31 ans.	Cheminot
DUMAS Jacques	24 ans.	Employé
RIONI Jean-Louis	27 ans.	Agent de la SNCF
YEROCHEWSKI T.	24 ans.	Etudiant

XIIIe ARRONDISSEMENT :

EITENSCHENCK G.	28 ans.	Postier
ALLEE Corinne	27 ans.	Infirmière
DEGORGE Lucien	27 ans.	Technicien
DESCOLONGES C	57 ans.	Retraitée
HERAULT Michel	27 ans.	Employé SNCF
MOLL Bernard	26 ans.	Cheminot
MONSANT Madeleine	39 ans.	Infirmière

XIVe ARRONDISSEMENT :

STAMBOULI Jacques	26 ans.	Employé d'édition
BELLET Alain	26 ans.	Animateur
CHARBONNEAU B.	33 ans.	Animatrice FP
JOUIN Béatrice	24 ans.	Maîtresse-auxiliaire
LE Jean-Pierre	39 ans.	Journaliste
RODINSON Michel	32 ans.	Journaliste
VILAIN Marianne	26 ans.	Enseignante

XVe ARRONDISSEMENT

PONCET Odette	36 ans.	Employé
BOUTIN Jacqueline	28 ans.	Secrétaire
GRANIER Martine	26 ans.	Enseignante
KOZAK Guy	38 ans.	Ouvrier
LAPORTE François	28 ans.	Enseignant
MARTIN Nelly	26 ans.	Employée
NOEL Jacques	23 ans.	Employé
PLATEL Guy	38 ans.	Ingénieur
POMERANZ Jacques	30 ans.	Instituteur
OUTIN Dominique	30 ans.	Enseignante
REBEAUX Madeleine	29 ans.	Employée PTT

XVIe ARRONDISSEMENT :

PALACIO Paul	32 ans.	Ouvrier métallo
DUPONT Denise	35 ans.	Employée de banque
FARRE Jean-Claude	24 ans.	Ouvrier magasinier
GLICHTZMAN Renée	26 ans.	Secrétaire
POIRET Benjamin	22 ans.	Etudiant
RICHER Françoise	29 ans.	Employée
SAMARY Catherine	32 ans.	Enseignante à Dauphine
THERY Michel	31 ans.	Enseignant à Dauphine
VARENNE Pierre	42 ans.	Ouvrier

XVIIe ARRONDISSEMENT :

TOPOLANSKI Th.	40 ans.	Ouvrier
BARUCH Simon	34 ans.	Journaliste
HEROUT Bernadette	29 ans.	Ouvrière
LANCHON Lucien	31 ans.	Technicien
LAMOTTE Christian	25 ans.	Etudiant
PALACIO Manuel	27 ans.	Etudiant
SAMARY J-Jacques	33 ans.	Libraire
SCAGLIA Jean-Pierre	30 ans.	Ouvrier

XVIIIe ARRONDISSEMENT :

VRAIN Jean-Claude	30 ans.	Ouvrier
ADAM Louis	28 ans.	Chômeur
COURET DE	26 ans.	Employé PTT
CZALCZYNDKI D.	26 ans.	Institutrice
ENJALBERT Patrick	27 ans.	Enseignant
LE QUELLEC Martine	28 ans.	Médecin
LESCENE Jean-Pierre	34 ans.	Employé PTT
LEVY Didier	29 ans.	Employé RATP
MAROLLA Jean-Paul	29 ans.	Employé PTT

XIXe ARRONDISSEMENT :

VEGLIANTE Michelle	28 ans.	Enseignante
BLAYAC Elisabeth	22 ans.	Employée de bureau
CHARDY Jacques	48 ans.	Comédien
EDINGER Daniel	33 ans.	Assistant réalisateur TV
PODGORNY Marina	28 ans.	Employée à la CRAMP
TSAO Michelle	35 ans.	Employée à la CRAMP

XXe ARRONDISSEMENT :

BENMAMMAR Ahmed	24 ans.	Agent hospitalier
CHAZE Pierre	36 ans.	Ouvrier
D'HERMIES Suzanne	26 ans.	Chômeuse
OULD-AOUDIA J.	31 ans.	Employé
TUBEUF Christian	25 ans.	Enseignant
TRAT Josette	29 ans.	Enseignante
VIEILLARD Roger	51 ans.	Ouvrier

Aujourd'hui... En battant la campagne

• *DANS LE XVe : « Etre femme travailleuse dans le XVe ». Préau de l'école des filles, 13, rue des Volontaires.*

• *PARIS CENTRE (Ier, IIe, IIIe, IVe) : Réunion publique du comité de soutien aux listes révolutionnaires. Préau rue Neuve-St-Pierre (Mo St-Paul).*

• *DANS LE XIVe : « Pourquoi une liste Pour Paris aux travailleurs », réunion-débat à 20 h 45, 7, rue Francis-de-Pressencé (Mo Pernety).*

Mitterrand à RTL

«L'UNION DE LA GAUCHE SE PORTE BIEN»

François Mitterrand a fait part, hier à RTL, de sa confiance dans l'Union de la gauche, malgré les désaccords *« fâcheux »* qui persistaient dans certaines villes à deux semaines du premier tour des élections municipales. Il en a profité pour faire un clin d'oeil aux écologistes, auxquels il a apporté son appui, en déplorant que certains d'entre eux renvoient dos à dos la majorité et la gauche.

Interrogé sur d'éventuelles élections anticipées, le premier secrétaire du Parti socialiste a dit qu'il n'y croyait pas jusqu'alors, mais que la violence des affrontements à droite l'amenait à réviser aujourd'hui son jugement.

Enfin, il a fait un petit pas en arrière, à propos de ses déclarations *« comprenant »* le refus de Giscard de recevoir Amalrik. *« J'ai rencontré le dissident soviétique en décembre 1976*, a-t-il *noté, alors qu'il n'était pas encore à la mode. »* Estimant pudiquement qu'il n'avait pas à se mettre à la place du président de la République, *« seul juge de ses actes »*, il a quand même précisé : *« En défendant les contestataires soviétiques, il est clair que je n'entends pas prendre une position désagréable à l'égard de l'Union soviétique, avec laquelle je souhaite que la France resserre encore ses liens d'amitié. »*

Orléans

Deux listes d'Union de la gauche ?

C'est grâce au PCF que l'actuel maire d'Orléans, Thinat, a été élu. Présentant une liste commune entre les radicaux et les socialistes, lors des dernières élections, il avait bénéficié du désistement du PCF.

Il est vrai que Thinat se prononçait alors pour le Programme commun, du bout des lèvres.

Succédant à une municipalité soutenue par l'UDR, THinat a incarné la continuité. Ses seules réalisations ont été des opérations de prestige, dont la plus coûteuse a été la Maison de la culture, immense mais déserte, alors que les habitants de La Source (centre urbain à 10 km du centre d'Orléans) continuent à vivre dans un désert culturel affligeant. Le sous-équipement de La Source en crèches a déjà donné lieu à plusieurs manifestations de ses habitants, sans résultat. Le responsable du PS était maire-adjoint, et trouvait que la situation était excellente.

Mais depuis, le PSU est passé avec armes et bagages au PS, y devenant majoritaire, tentant de donner une nouvelle vitalité à ce qui n'était qu'un appareil de notables. C'est seulement depuis lors que le PS vit à l'heure de l'Union de la gauche.

Cela ne s'est pas fait sans conflits : la vie du PS est réduite à une bataille de cliques, les vieux notables tentent de défendre leurs acquis contre les jeunes loups du PSU, menés par de La Fournière. Le CERES, très minoritaire, est réduit à compter les points.

Or, le but de De La Fournière, promu secrétaire national de la commission municipale du PS, est de devenir maire, pour faire d'Orléans une nouvelle vitrine du PS, dans le style de Grenoble, ou, disent les plus méchants, dans le style de Marseille.

Mais le PCF a mis son veto à ce projet. L'élection de De La Fournière comme maire marquerait la suprématie du PS sur le PC. C'est bien cela qui effraie ce dernier, en plein développement, et qui vit à coups d'initiatives sectaires depuis deux ans.

Lundi dernier une AG du PS avait lieu. Les vieux notables, autrefois les plus farouches opposants à une alliance avec les communistes, étaient devenus les plus inconditionnels de cette alliance. C'est en effet la bonne méthode pour éliminer de La Fournière. Mais, par 54 voix contre 51, les « amis » de De La Fournière gardèrent la majorité. Dès que les résultats furent connus, les notables quittèrent la salle en claquant la porte, et firent courir le bruit qu'ils allaient constituer une liste avec le PC et le MRG (ceux qui restent, puisque Thinat est devenu la tête de la liste RPR-RI.

De La Fournière, pendant ce temps-là, mettait au point une liste socialiste homogène. Lundi soir, Rocard sera au Palais des sports d'Orléans pour soutenir son poulain.

Dans cette bagarre, les travailleurs sont largement décontenancés : ce n'est pas d'un programme municipal, ce n'est pas de ce que serait l'activité d'une municipalité ouvrière, que leurs partis débattent. Il s'agit tout juste d'une bataille de cliques. Beaucoup ont le sentiment que, dans cette histoire, leurs intérêts sont bradés, si jamais ils ont été pris en considération...

• CRETEIL : Pour envisager la constitution d'une liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » et la façon de mener la campagne électorale, réunion publique ce soir à 20 h. Centre social Kennedy, Créteil Montmesnil.

• CHELLES : Ce soir à 20 h 30, meeting de la « liste d'action écologique et autogestionnaire » au centre culturel de Chelles.

Lyon

La composition sociale des listes, un détail révélateur

Lyon, de notre correspondant.

Ce sont bien des conceptions différentes de la politique et de la démocratie locale qu'on trouve derrière la composition sociale des listes présentées aux électeurs.

Ainsi, sur Lyon, la liste P.R.A.D.E.L. conduite par le maire sortant, Collomb, comprend une douzaine d'industriels, dont le directeur de la chambre de commerce, un général, le secrétaire en chef du parquet, quatre avocats, huit médecins, quatre commerçants... la liste est longue, et toute du même tabac, excepté un retraité SNCF, un électricien-mécanicien et... quatre « mères de famille ». C'est sans doute le caractère de classe de cette liste qui lui donne l'estampille de « l'apolitisme ».

Par contre, les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », présentées dans trois arrondissements (IIIe, VIIIe et IXe) comprennent un tiers de femmes et 50 % d'ouvriers et employés. Ces listes unitaires présentées à l'initiative de la LCR, LO et de l'OCT dénonceront dans le VIIIe arrondissement les conditions de travail dans les usines du quartier où les salaires sont parmi les plus bas et les conditions de travail (surtout des femmes et des immigrés) des plus dures. Cette cité-dortoir voit aussi une masse de problèmes : une seule crèche pour le quartier, des équipements scolaires délabrés...

Dans le IIIe, la campagne menée en relation avec les comités de quartiers et associations populaires insistera sur la rénovation et les plans d'expulsion des familles du quartier, les luttes sur l'emploi, la culture, la santé... Enfin, dans ce quartier où les travailleurs immigrés représentent 19 % de la population, comme partout en France ils n'ont pas leur mot à dire dans ces élections, nous en parlerons.

Dans les autres arrondissements où il n'y aura pas de listes présentées, les camarades mèneront quand même une campagne, particulièrement dans le Ie où se présente Soustelle dont les camarades rappeleront les positions et les responsabilités à l'OAS pendant la guerre d'Algérie.

Les trois organisations publieront pendant la campagne électorale un journal unitaire sur Lyon, développant les positions des révolutionnaires et des comités qui soutiennent les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Enfin, un meeting-gala est préparé pour le 11 mars.

Grenoble

• 43 candidats sur la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », dont un tiers d'inorganisés. Soutenue par la LCR, LO et l'OCT, elle comprend 8 ouvriers, 9 employés, 3 chômeurs, 3 chercheurs, 9 enseignants et 9 étudiants.

6 heures de débats avec la liste auront lieu le 8 mars, au stade de Glace.

Charleville- Mézières

QUAND LE CDS LIT «ROUGE»

N° 97 — quotidien communiste révolutionnaire — 1,50 F

Rédaction - Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

rouge

SAMEDI 10 JUILLET 1976

vie quotidienne

Scandale à Charleville-Mézière

DES FONDS QUI DISPARAISSENT...UNE MAFIA INSAISISSABLE...

Mardi 22 juin, conférence de presse au foyer social, un scandale vieux de 6 ans rebondit et éclate, faisant de nouveaux petits. Jean Joly, responsable de la FOL (fédération des oeuvres laïques des Ardennes), assisté des responsables CGT de la JPA (jeunesse au plein air), attaque le « système » qui pourrit toutes les associations liées de près ou de loin au milieu enseignant. Pour la première fois dans cette affaire, on remarque dans la salle toutes les organisations de gauche et d'extrême gauche, sauf la majorité UID de la FEN et du SNI et les dirigeants du PS local !

Comment le « système » fut-il découvert ?

Un autre scandale : l'oeuvre des pupilles

Correspondant

L'HUMOUR D'ARTHUR

M. Verdi

« Rouge » bénéficie dans les Ardennes d'une campagne de publicité orchestrée par... la droite. Cette dernière, en effet, distribue sous forme de fac-similé un article de notre journal paru le 10 juillet 1976, lequel dénonce un certain nombre de malversations financières menées autour de la Fédération des œuvres laïques et de la Jeunesse au plein air. Les personnes condamnées dans ces malversations sont d'anciens responsables du Syndicat national des instituteurs, très liés à l'ancienne bureaucratie de la SFIO. Le nom du maire sortant de Charleville-Mézières, par ailleurs membre du PS, a également été prononcé dans cette affaire, ce qui est évidemment la raison pour laquelle la droite s'est fendue d'un fac-similé distribué à 20 000 exemplaires.

Nous sommes à « Rouge » très honorés d'une telle publicité. Mais le CDS qui distribue le tract ferait mieux de balayer devant sa propre porte. D'une part, il a fait pendant des années partie de la liste d'union municipale socialo-centriste, et nous n'avons pas souvenir qu'il ait, à cette époque, dénoncé quoi que ce soit.

Maintenant que l'alliance est rompue, voilà qu'il se met à retrouver sa mémoire. Un peu tard, messieurs.

Mais, d'autre part, il ne manque pas dans les rangs de ce parti bourgeois de gens qui n'ont pas hésité à couvrir des pratiques frauduleuses. L'un des responsables du CDS, et non des moindres, puisqu'il s'agit de Lecanuet, n'a-t-il pas cherché, par tous les moyens, y compris en tentant de déplacer un substitut marseillais, à enterrer l'affaire des pétroliers ? Dans plusieurs articles, « Rouge » a dénoncé la manœuvre. Pourquoi le CDS de Charleville-Mézière ne distribue-t-il pas les fac-similés de ces articles-là ? Quitte à informer, autant le faire complètement.

Hier matin

MANIL ENVAHI PAR LES FLICS

A l'usine Manil occupée totalement depuis deux jours, un escadron de gendarmes mobiles est intervenu en pleine nuit à une h trente du matin. L'opération s'est déroulée sans incidents, les grévistes ayant reçu l'ordre de leurs responsables syndicaux de se retirer en n'opposant qu'une riposte passive.

Dès le matin, un rassemblement se faisait devant l'usine et des délégations d'entreprises arrivaient devant les portes. On notait la présence des délégués dont ceux d'une entreprise évacuée par la police il y a moins d'un an. A dix h, une manifestation partait de chez Manil. Près de cinq cents manifestants scandaient des mots d'ordre sur le retrait des flics de l'entreprise et leur volonté de négocier.

Les travailleurs de chez Manil ne reprendront pas le travail tant que les flics seront à l'intérieur de l'entreprise et tant que la direction n'aura pas retiré la procédure de licenciement contre les militants syndicaux dont sept délégués du personnel. La balle est maintenant dans le camp des UD qui devront organiser le soutien unitairement.

Correspondant

politique

Ils occupent contre la marxisation de l'Eglise

D'habitude, on ne fait guère attention à cette église placée à côté de la Mutualité à Paris, son parvis ne servant qu'à garer les mobylettes les soirs de meeting. Mais depuis dimanche matin, les intégristes, émules de Mgr Lefebvre, occupent pour pouvoir dire leurs salades en latin dans des murs sacrés.

Une trentaine de personnes polémiquent sur le parvis. Quelques crânes rasés, portant le badge orné de la croix celtique, traitent un prêtre en civil de défroqué, et expliquent que le pape, inféodé à l'idéologie communiste, serre la main aux persécuteurs de l'Est mais refuse de voir Lefebvre. Un vieux paroissien, la légion d'honneur à la boutonnière, qui s'indigne contre ce schisme dans l'église et cette contestation du pape, « facteur de paix sociale qu'il faut vénérer » se fait répondre par une vieille dame en vison que si les Anglais sont devenus protestants, c'est qu'ils ont suivi leurs évêques sans réfléchir, mais que les traditionnalistes, eux, réfléchissent... et un vieux con de 15 ans explique qu'avec la messe en français, on ne peut pas se concentrer tandis qu'en latin, n'est-ce pas ? Dans l'église, quelques crânes rasés, la fleur de lys ou la croix celtique à la boutonnière, cotoyent des reliques d'une autre époque et marmonnent doucement leur haine du communisme. Tout ce ramassis d'adeptes d'un ordre noir compte occuper jusqu'à ce qu'ils obtiennent une église pour eux.

René Voyou

QUAND PONIA S'OCCUPE DES PIETONS

• L'insécurité, oh ! encore un article sur Ponia qui fait des siennes dans le métro en contrôlant les fumeurs de Camel ou sur une opération coup de poing... non pas du tout, il s'agit d'une petite manifestation, dimanche matin, à Paris, au marché de la rue de Cler. Les militants du PSU ont barré cette rue pour faire respecter le panneau d'interdiction de circuler les jours de marché. De nombreux habitants les soutenaient en ayant assez d'être en permanence menacés de se faire écraser, bousculer ou engueuler par des automobilistes qui n'ont pas le droit de circuler.

La réaction des flics fut rapide, quatre cars déversèrent leur contenu de képis, qui, matraque au poing, « dégagèrent » la chaussée... envoyant un jeune homme à l'hôpital Boucicaut. Drôle de conception de la sécurité des piétons.

LES DEPECHES 117 ET 118 NE PASSERONT PAS !

• Toute la presse a parlé de ces militants de tous partis qui faisaient, certains depuis une semaine, la queue devant les bureaux de l'Hôtel de ville de Paris pour obtenir le panneau numéro un aux emplacements officiels de la campagne municipale.

Vendredi dernier, l'AFP, dans ses dépêches 117 et 118, rendait compte de la chose en ajoutant un petit commentaire, expliquant qu'il y a plus de cent ans, le panneau numéro un était traditionnellement affecté au candidat du pouvoir.

Quelques instants plus tard, les dépêches 117 et 118 étaient annulées. L'AFP venait de recevoir un coup de fil de Jean Philippe Lecat, porte parole présidentiel, exigeant cette annulation.

Les sections syndicales CGT, CFDT, FO et SNJ de l'AFP viennent de protester, dans un tract interne, contre les pressions les plus diverses qui s'exercent « quasi quotidiennement » sur leur agence, surtout en période électorale.

• Le maire d'Eglingen (Haut-Rhin), le comité anti-canal et les populations des villages du Sundgrau ont inauguré dimanche après-midi une route anti-canal et un pylône en bois symbolisant une des gigantesques écluses du canal à grand gabarit. Le député de Belfort, Forny, animateur national du CERES, est venu rappeler la prise de position du conseil général du Territoire de Belfort contre le projet de canal.

JEAN EDERN HALLIER
Le retour au bercail

Jean-Edern Hallier, l'éditeur moins connu qu'il ne cesse de le dire, aime les chemins de retour. Parti de la droite pour arriver, après mai 68, à l'extrême gauche, le voilà de nouveau sur des lieux plus proches de ses premières inclinations, plus précisément près de la Nouvelle Action française aux journées desquelles il pointa le week-end dernier sa silhouette de m'as-tu-vu.

Une place qui est dans la nature des choses. Parti, après le coup d'Etat de Pinochet, au Chili avec dans sa poche quelques milliers de dollars pour la résistance au fascisme, il s'abstint malencontreusement de les remettre. Complètement « grillé » à son retour, n'arrivant pas malgré tous ses efforts à se racheter une virginité, ce personnage qui se croit investi d'une grande mission se devait de retrouver des gens auprès desquels son esbrouffe puisse tenir lieu d'intelligence. Voilà qui est fait. Au moins les choses sont maintenant claires. Pour tout le monde.

Après le congrès de la Fédération Santé CFDT

DES BILANS CONTRADICTOIRES

Syndicalisme-Hebdo *titre sur la* « cohésion renforcée » *de la Fédération santé-sociaux.*

L'organe confédéral traduit ainsi la satisfaction de la direction CFDT devant les résultats « bruts » du congrès : rejet des « tendances » mais aussi du partage des mandats, adoption de règles de fonctionnement rigides, éviction du courant de gauche du bureau et du secrétariat fédéral, etc.

Pourtant les choses ne sont pas aussi simples : ce même congrès a exprimé des avancées importantes et contradictoires avec celles de la confédération sur l'attitude face à un gouvernement de gauche, la transition, l'armée, les femmes, etc.

L'explication est politique. La majorité fédérale avait choisi le terrain des structures syndicales (débattues pendant les deux premiers jours). Loin de partir de la réflexion engagée dans la fédération sur le fonctionnement démocratique dans ses applications concrètes (partage des mandats, droit des structures...), le conseil sortant, suivi par les syndicats partageant la même ligne, a sorti le grand jeu sur « la tendance extérieure, politique, qui manipule, etc. » *avec citations à l'appui : l'Internationale syndicale rouge, les* Cahiers de la taupe. *Dès lors, tout débat réel était bloqué puisque le rapporteur sur les structures se contentait de répondre à chaque amendement : « Ça, c'est les tendances. » On a donc assisté plus à une bataille de mandats qu'à une réelle discussion, malgré les efforts de ceux qui voulaient améliorer la démocratie syndicale et mettre en œuvre pleinement le fédéralisme syndical.*

Les deux premiers jours ont largement pesé sur le reste du congrès. Le sentiment très net qui se dégageait était que la direction fédérale ayant gagné sa bataille sur les structures se préoccupait peu du reste du débat sur l'orientation et la politique de santé. Malgré cela, s'est exprimée une réflexion très importante des militants et militantes de la fédération sur la santé.

La santé en question

Les délégués critiquaient non seulement la misère du service public, mais aussi toute l'organisation et la finalité du système de santé actuel qui a pour tâche de réparer les travailleurs pour les remettre dans la production, mais aussi de normaliser, de réprimer toute conduite contraire à l'ordre établi (surtout pour le travail social et la psychiatrie).

Ainsi, après débat, c'est une condamnation absolue *du placement d'office, loi de 1838 qui a été votée et non pas le refus de l'utilisation abusive de cette loi comme le proposaient certains syndicats. Le débat et la résolution sont un acquis et une base de discussion très importante.*

La résolution générale

La discussion sur l'orientation générale (venant de plus après les incidents du vote sur le conseil fédéral (cf. Rouge *du 21.2.77) a reflété à la fois la fatigue du congrès et la volonté de la majorité de revenir en arrière sur des acquis de la fédération comme les comités de grève — mais là encore, peu de débats ni d'explications sur le fond — il suffisait pour la direction de faire voter.*

Malgré tout, un certain nombre d'éléments importants ont été introduits dans la résolution : la place des femmes (voir encart), la nécessité d'une riposte centrale et unitaire au plan Barre, le refus de la soumission à l'électoralisme, l'unité d'action sans exclusive avec les forces se réclamant du mouvement ouvrier, la nécessité de dissoudre les corps répressifs, l'importance des nationalisations sans indemnisation, assorties de la mise en place par les travailleurs d'organes de contrôle, etc.

Et maintenant ?

La fédération et sa nouvelle direction se trouveront donc confrontées à deux choses : l'application de la ligne votée sur la politique de santé et sur l'orientation générale et l'action que certains voudraient sans doute laisser dormir dans un tiroir. Mais aussi au refus de nombreux syndicats d'accepter que les résolutions votées sur les structures soient le signe d'une remise en cause du fonctionnement démocratique de la fédération à tous les échelons (conseil fédéral, syndicats départementaux, sections syndicales d'entreprise). La déclaration signée par 50 syndicats (sur 110) et protestant contre les méthodes employées dans le débat sur les structures et lors des élections au conseil fédéral en sont un signe et un garant.

Albert Friedman

• AMENDEMENT ADOPTE PAR 22 000 MANDATS CONTRE 8 500 ET 9 000 ABSTENTIONS

« Il est possible de rassembler les femmes et de les amener à lutter contre leur surexploitation et leur oppression ; la mise en place de commissions femmes dans toutes les structures de la fédération est un moyen pour que ce problème soit pris en charge par l'organisation syndicale. »

LES « ECURIES » DU GROUPE AMAURY

• La FFTL rend publics des documents sur les manoeuvres financières autour du Parisien Libéré

Les dirigeants du groupe Amaury sont décidément bien imprévoyants avec leur courrier. « Rouge » avait déjà publié, dans son numéro des 20-21 novembre, des documents prouvant les tripatouillages auxquels ils s'étaient livrés pour gonfler artitifiellement le chifre de vente du « Parisien Libéré ». Les responsables du Comité intersyndical du Livre parisien ont rendu public hier un échange de correspondance « confidentiel » de la même veine.

Les trois lettres expédiées par M. Laure, gérant de la SOPUSI, qui édite *l'Equipe*, à MM. Sangnier, gérant de *Marie-France* et Claude, directeur financier du groupe, sont autant d'aveux entre les lignes. Elles mettent à jour la « cavalerie » réalisée entre les différentes sociétés du groupe pour permettre de financer « l'opération *Parisien Libéré* ».

« Où sont mes actifs ? »

Habitué à se réfugier derrière son patron à la moindre question gênante posée au Comité d'entreprise ou ailleurs, M. Laure, au soir de la mort d'Amaury, s'est brusquement retrouvé dans une pénible situation. Et de découvrir brusquement qu'il n'avait rigoureusement aucune notion des actifs (capital financier, machines, etc.) de la société dont il est en droit le responsable depuis plusieurs années. Au point qu'il confie au directeur financier, Claude : *« Je n'ai pas l'habitude (...) de compliquer les choses, mais il serait tout de même paradoxal que (...) je me trouve dans l'incapacité de fournir des précisions aussi élémentaires que celles consistant à savoir où se trouvent les actifs de la SOPUSI. Or, c'est bien cela que je demande en vain depuis six semaines. »* Il est vrai que si les dits actifs sont dispersés parmi les quelques soixante sociétés, pour la plupart simples façades, créées autour du *Parisien Libéré*...

Si ce n'était que cela... Mais l'imprudent M. Laure prend soin de préciser que lorsqu'on lui soumet un *« projet de location »*, (NDLR : sans doute bien sûr, du matériel passant d'une société du groupe à une autre), il faut que les prix de location soient « crédibles » (c'est lui qui met les guillemets). Comme si cela ne suffisait pas, le voilà qui écrit, noir sur blanc : *« On ne saurait entièrement exclure (...) que puisse être désigné un jour un administrateur provisoire et que toutes justifications de l'emploi des fonds et des actifs nous soient alors demandés. »* Une perspective qui visiblement donne le frisson au bon M. Laure !

Conclusion ? C'est Henri Krasucki qui l'a tirée : *« Dans cet empire de presse, tout est faux, tout est truqué, c'est tout bidon »* tout en interpellant Barre : *« Allez-vous ouvrir l'enquête qui s'impose ? »* Nul doute que le dirigeant de la CGT ne se fait aucune illusion sur la suite qui sera donnée à cette question. Cette apostrophe au Premier ministre lui a pourtant servi à éluder toute question gênante sur la journée du 3 mars, au cours de laquelle les travailleurs du Livre doivent prendre position sur le rapport Mottin. On était là pour parler des documents, de la responsabilité du gouvernement, pas des formes d'action que pouvait préconiser la FFTL ou la Confédération. *« Nous ne pouvons nous substituer aux travailleurs, c'est à eux de décider »* affirmait un représentant du comité intersyndical. Une fringale de démocratie, à laquelle la FFTL n'avait pas habitué les travailleurs du Livre.

E. E.

INFORMATIONS TECHNIQUE ROUGE

Pour des raisons techniques, la projection de *Main basse sur la ville* est annulée.

Elle est remplacée par une assemblée générale des collégiens de Technique rouge, le samedi 5 mars à 14 h au 10, impasse Guéménée pour préparer la semaine d'action de la CP-CET. Nous invitons d'autre part, tous les collégiens à assister au forum de la Mutualité le 3 mars.

Grève sauvage à la télé

Les travailleurs de la SFP (ex-ORTF) des studios des Buttes-Chaumont ont constaté, hier matin, une diminution de 10 % du tarif horaire sur leur fiche de paye. Ils ont immédiatement débrayé, paralysant la production et empêchant le passage en direct d'*Aujourd'hui magazine*, consacré à Pierre Salinger. Le travail n'a repris qu'après que la direction soit revenue sur cette décision.

Après la grève sauvage de jeudi à *Radio-France*, contre le licenciement d'un ingénieur qui avait le mauvais goût d'avoir les cheveux trop longs et d'être trop souvent gréviste, et le mouvement victorieux d'une semaine des discothécaires pour l'intégration des occasionnels, la preuve est faite que, tout en refusant les grèves de 24 heures parachutées par les directions syndicales (refus manifesté à la dernière assemblée générale à la bourse du travail), les travailleurs de la radio et de la télévision restent mobilisés et entendent riposter au coup par coup à toutes les attaques de leurs patrons.

La Feuillade

BORDEAUX

VERS LA GREVE GENERALE A PONTICELLI

Les travailleurs de Ponticelli (entreprise de construction métallique) de l'agence du Sud-Ouest et les intérimaires entament leur seconde semaine de grève. Actuellement, la solidarité s'organise et c'est l'ensemble des entreprises de la rive droite de Bordeaux qui apportent soutien et collectes aux ouvriers de Ponticelli en lutte. Cette semaine, le comité de grève et la section syndicale proposent une manifestation faisant la jonction avec l'ensemble des entreprises en lutte sur la région : Bordeaux-sud, Saint-Joseph, Everitube, Elf, Seita, etc.

Bordeaux : de notre correspondant.

Aujourd'hui, pour créer un rapport de forces face au patron, R. Ponticelli, c'est la grève générale, l'extension du conflit à toutes les boîtes Ponticelli en France et à l'étranger (Paris, Grenoble, Port-Jérôme). L'entreprise UIE-Cherbourg fabrique des plates-formes comme Ponticelli et a déjà engagé la lutte sur ses revendications.

Alors que les négociations sont rompues, un atout supplémentaire peut être utilisé par les travailleurs : ainsi, deux modules pour les plates-formes pétrolières de la mer du Nord doivent être livrées mi-mars à la compagnie Philipps-Petroleum. Des discussions sur l'attitude à prendre par rapport à cette échéance sont en cours dans les assemblées de travailleurs et dans la section syndicale.

Dans une communication téléphonique, le délégué CGT-Ponticelli de Grenoble a donné des informations sur le point de vue de la direction face aux cahiers de revendications des travailleurs : ainsi René Ponticelli aurait dit : *« Si j'ai le couteau sous la gorge, je signerai un accord avec tout ce que cela comporte pour l'entreprise, si la grève continue, transfert du travail dans le Nord »*. On peut constater dans cette déclaration un chantage et une manœuvre de la direction, qui commence à se faire du souci face à la poursuite et à l'extension de la lutte sur toutes les entreprises Ponticelli.

La Ligue communiste révolutionnaire appelle à la solidarité avec les travailleurs de Ponticelli et les intérimaires et a participé aux collectes de soutien organisées samedi et lundi pendant la braderie bordelaise rue Sainte-Catherine. La LCR a demandé à l'ensemble des organisations syndicales et politiques de se joindre à ces initiatives.

Face au patronat qui respecte les directives du plan Barre, une centralisation des entreprises en lutte de la rive droite de Bordeaux est à l'ordre du jour. Le grand meeting unitaire des révolutionnaires pour les municipales se tenant à Bordeaux, le samedi 5 mars, salle Saint-Augustin à 20 h 30, avec la participation d'Arlette Laguiller, Alain Krivine et I. Joshua, sera notamment une occasion pour les travailleurs de Ponticelli de venir encore faire connaître leur lutte, ses objectifs et ses moyens.

TRIBUNE des luttes

L'organisation syndicale CGT apporte des précisions à la grève des établissements Ponticelli Agence du Sud-ouest.

Sur le communiqué de Sud-Ouest *(journal régional) du 25/2/77, la direction fait état de la perte d'un important contrat. Lequel ?*

Vu la surcharge de l'entreprise, avec quel personnel aurait-elle pu l'honorer ? Veut-elle faire supporter aux travailleurs en lutte la responsabilité de cette perte ? Qui a rompu les négociations si ce n'est elle ?

Suite à la lettre envoyée par la direction à chaque agent de l'entreprise Ponticelli, l'organisation syndicale CGT tient à apporter des précisions sur l'augmentation des salaires de l'année 1976 qui a été de 14 % et non de 18 % à 24 % comme l'annonce la direction. Celle-ci incorpore dans ses pourcentages : les augmentations individuelles, les promotions, la compensation de la réduction du temps de travail.

**Syndicat CGT
Agence
du Sud-Ouest
Ponticelli.**

MESNEL

La grève continue

L'entreprise Mesnel à Carrières-sur-Seine, moyenne entreprise de caoutchouc industriel employant 300 travailleurs, est en grève illimitée depuis le jeudi 3 février.

Les dernières propositions patronales sont de payer 10,65 F de l'heure. Les syndicats eux, demandent 11,30 F de l'heure, la garantie qu'aucune sanction ne sera prise et l'octroi de prime, à discuter.

La solidarité organisée a déjà rapporté 150 F par gréviste.

Hier, un vote a eu lieu qui a donné 43 voix pour la poursuite et 7 contre. La grève a donc été reconduite. De nouvelles négociations doivent s'ouvrir aujourd'hui.

Correspondant

Pour la solidarité : STIC-CFDT, CCP : 4533-94 A Paris, mention « Solidarité Mesnel ».

SPECIAL SIDERURGIE

rouge

• PAS UN SEUL LICENCIEMENT !
• HALTE AU CHOMAGE PARTIEL !
• REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DU SALAIRE !

3 milliards pour les patrons
3 milliards pour licencier

Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire intervenant sur les entreprises sidérurgiques viennent de sortir un « Spécial sidérurgie » de quatre pages. Destiné à être diffusé massivement devant les usines, il contient un éditorial qui réaffirme la place centrale dans la crise actuelle du mot d'ordre de « Pas un seul licenciement ». Le quatre pages contient une analyse de la crise économique, deux articles sur la situation en Lorraine et dans le Nord. En dernière page, le « Spécial sidérurgie » aborde le problème de la nationalisation dont le PCF a fait son cheval de bataille. L'article pose le problème clairement : « Nationaliser la sidérurgie, oui, mais quelles garanties pour les travailleurs ? ». Ce « Spécial-sidérurgie » est disponible dès ce matin.

Draguignan: Une sordide histoire de viol... et de torture en plus...

Cinq jeunes, dont deux militaires, sont auteurs de tortures et de viol collectif, pendant 72 heures sur la personne d'une jeune débile mentale de vingt-cinq ans en novembre dernier à Draguignan. Ils ont été arrêtés vendredi dernier.

Les deux militaires, Jean-Luc Chapoulot et Jean-Marc Salccicia, tous deux âgés de vingt ans, ont été mis aux arrêts. Les trois autres, Patrick Rolland, vingt-quatre ans, sans profession, Carmen Caracenia, vingt-cinq ans, barmaid, et Nadine Lapouge, vingt-deux ans, prostituée de métier, ont été inculpées de proxénitisme, violences et voies de fait par le juge Bellocq et placés sous dépôt à la maison d'arrêt de Draguignan.

Trois autres militaires ayant participé aux sévices sont également recherchés par la police dracenoise. « *Instigatrice* » de la « *réunion* », Carmen Caracenia, avait réussi à entraîner la jeune débile dans son appartement de Draguignan, où elle voulait la contraindre à se prostituer. Devant le refus de la victime, aidée de Nadine Lapouge et de Patrick Rolland, ils commencèrent par lui couper les cheveux avant d'organiser une séance de viol collectif à laquelle devaient participer cinq militaires.

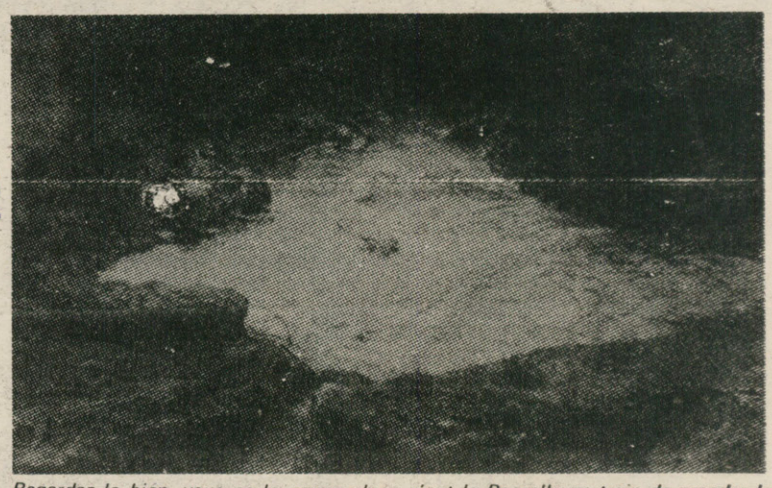
Aussi terrible que l'affaire du viol collectif de Pau, s'il est possible de trouver des échelons dans l'horreur et après le procès d'Aix-en-Provence, d'Hamida Djanboudi... le cauchemar continue ! La société est vraiment malade pour produire un tel déferlement de violences dont encore une fois une femme fait les frais ! Assez !

Oh, le louche individu !

Il marchait à pied vers Orléans, traversait les villages et ne semblait pas rouler sur l'or : suspect. Les gendarmes l'ont tout de suite identifié, un vagabond, à saisir sur-le-champ. Un coup de sifflet strident, l'individu a l'audace de ne pas même se retourner ! Les gendarmes ont eu vite fait de le capturer ; au passage, bien sûr, l'individu a eu l'arcade sourcilière fendue. Il a aussi abusé de la situation pour décréter que la police française était fasciste.

Il passait lundi dernier en audience de flagrant délit à Orléans. Il a ramassé un mois de prison dont cinq jours fermes pour outrage et rébellion à agents de la force publique.

Au fait, l'individu n'était pas un vagabond, mais un chômeur qui cherchait du travail et n'en trouvait pas. *Très* louche...



Regardez-la bien, vous ne la verrez plus : c'est la Rosselle en train de prendre le maquis.

HUMOUR LORRAIN

« En Lorraine, les rivières n'attendent pas les échéances électorales pour déborder. Pire, il y en a même une qui, sur la base d'une appréciation pessimiste de la période, vient de passer dans la clandestinité (la Rosselle).

« Les 398 membres de la section de Petite Rosselle, réunis en n'agé ont immédiatement pris position dans un communiqué transmis a la presse régionale.

« • Ils ont condamné l'attitude irresponsable de la Rosselle qui ne peut mener qu'à l'aventurisme politique.

« • Ils se sont félicités de ce que la rivière Merle, consciente de ses responsabilités face aux échéances électorales proches, ait su prendre ses responsabilités en se renforçant : 0,80 cm en juin 1975, 3,12 m en février 1977.

« • Ils appellent toutes les rivières à unir leur cours (nouveau) pour une unité d'alluvions et de débordements. »

« L'amicale des contemplateurs de la Rosselle, section de la Petite Rosselle. »

La vie du Mouvement

Paris

Ce soir, 1er mars : dans le XXe, au Ménil-Palace, 38, rue de Ménilmontant, projection du film du MLAC d'Aix suivi d'un débat à 20 h 30 et 22 h 30.

Dans le XIIe, devant la menace d'expulsion de 11 femmes du foyer d'hébergement de l'Oeuvre des gares, meeting de soutien à l'appel du comité de soutien et du comité Pauline Rolland : à l'AGECA, 177, rue de Charonne, métro Alexandre-Dumas.

Rencontre du Planning familial et des groupes femmes de la région parisienne sur les thèmes de la sexualité, des conditions de vie et de travail, des objectifs de lutte. A 20 h 30, au Centre international protestant, 8, avenue du Parc-Montsouris, Paris XIVe.

Mercredi 2 mars, manifestation de soutien à la clinique des Lilas, rendez-vous à 18 h, ancienne gare de la Bastille.

Jeudi 3 mars : journée d'action sur les hôpitaux, par quartiers.

Vendredi 4 mars, à 20 h, à la Mutualité, à l'initiative de l'Information des femmes : parole aux femmes d'Amérique latine, participation des groupes et des femmes d'Argentine, du Brésil, du Chili, d'Uruguay, de Bolivie, de Colombie, du Mexique...

Samedi 5 mars : manifestation à l'appel de la coordination parisienne des groupes femmes, à 15 h, place Denfert-Rochereau.

Week-end pour la défense des Lilas sur le thème « technicité et accouchement sans violence » à l'AGECA, 177, rue de Charonne. Il y aura des projections de films, une table ronde avec journalistes, médecins, et sages-femmes, les femmes d'Aix, une buvette, une garderie.

Samedi 5 mars : toujours à 15 h, 68, rue de Turenne à Paris IIIe, le groupe femmes IIIe, le comité des habitants du IIIe, l'UL CFDT Ier, IIe, IIIe, IVe et le comité de chômeurs CFDT appellent à un meeting sur les crèches.

Pour tous renseignements, prendre contact avec la permanence du groupe femmes IIIe : 19, rue des Rosiers, Librairie La puce à l'oreille, tous les samedis de 15 h à 18 h. Ou encore, Annie : 278.77.92.

Aix

Journée femmes mercredi 2 mars, à partir de 9 h. Faculté des lettres. Organisée par le groupe femmes avec le soutien du MLAC et du Planning familial.

TRIBUNE Libre

L'ARF, œuvre des gares (Accueil et reclassement féminin) est un centre d'hébergement géré par une association loi 1901. Les frais de fonctionnement de cet établissement sont presque en totalité couverts par les prix de journées versées au titre de l'aide sociale en matière d'hébergement.

L'ARF comprend un accueil pour femmes seules, un hôtel maternel avec crèche, un dispensaire, un foyer de jeunes scolaires et plusieurs annexes accueillant des femmes seules, ou avec un enfant.

Bien que l'Oeuvre emploie en permanence plus de 50 personnes salariées, il n'avait jamais été possible d'élire des délégués du personnel ni de comité d'entreprise : depuis longtemps, la direction entravait par divers moyens l'organisation des élections.

En mars 1976, pour la première fois, des salariées réusissent à implanter une section syndicale CFDT ; la répression ne se fait pas attendre... Une éducatrice est conviée à un entretien en vue d'un licenciement ; le personnel se mobilise et l'affaire en reste là.

Au moment des élections des délégués du personnel, la direction encourage le personnel à créer une section syndicale FO et fait des pressions sur certains salariés. Finalement, les élections sont repoussées à la rentrée. La liste CFDT est élue le 15 novembre.

Parallèlement, des problèmes d'ordre pédagogique surviennent à la section accueil. La direction se sert de ce conflit pour imposer un contrôle plus important au niveau de l'accueil et du travail éducatif... Les réunions d'équipe sont interdites par la directrice !

Les hébergées, se sentant concernées, demandent à être entendues : elles n'obtiennent aucune satisfaction malgré deux mois de grève de loyer.

Début décembre, deux éducatrices reçoivent des lettres d'avertissement concernant et remettant en cause le contenu même de leur travail (qui jusque là avait paru satisfaisant), la direction refuse de revenir sur ses avertissements.

Et... le 17/1/1977, nous apprenons la fermeture de la section accueil qui entraîne le licenciement de trois éducatrices et le départ des hébergées pour le 15 mars (les pensionnaires sont assurées que le centre les aidera à trouver une solution d'hébergement correspondant à leurs besoins).

Motif invoqué pour cette fermeture : restructuration de l'Oeuvre pour répondre à des besoins nouveaux. Le 18 février, deux des éducatrices licenciées, les deux syndiquées à la CFDT, reçoivent leur lettre de licenciement ; on les dispense d'effectuer leur préavis, ce qui dans les faits entraîne l'expulsion des jeunes femmes hébergées dans les plus brefs délais (le 6 mars).

Nous sommes manifestement là devant un exemple de répression de la liberté syndicale et nous relevons une curieuse analogie avec ce qui a pu se passer dans d'autres centres d'hébergement comme le Service social breton, exemple le plus flagrant. D'autre part, tout au long de ces événements, le droit à la parole des hébergées a toujours été négligé.

Nous portons à la connaissance de tous les méthodes employées dans ces services sociaux, car il nous semble significatif de l'impact et des réactions qu'entraîne toute action syndicale dans ce secteur.

Le comité de soutien

A LA LCR. Célibataire 23 ans, désire rencontrer militante de la Ligue (LCR) féministe qui soit libre affectivement pour rompre une certaine solitude, Photo souhaitée BONNET E. PR 57 avenue de St Ouen 75017 PARIS.

Incroyable mais vrai. Les femmes de la LCR sont cotées à l'argus de la drague. Qu'est ce qu'on deviendrait si on n'avait pas les petites annonces de Libé ! LCR, féministe, mais ça ne suffit pas : en prime, il faut fournir une photo. Ça donne comme une envie de lui arranger le portrait à ce jeune homme, après tout, ça romprait sa solitude...

encore un foyer-prison

Pour qui se souvient du licenciement d'éducatrices et de l'expulsion de résidentes au Service social breton, l'an dernier, c'est la même histoire qui semble se répéter au foyer de l'Oeuvre des Gares. Comme à Pauline-Rolland, comme au Service social breton, un règlement intérieur draconien, un fonctionnement de foyer-prison. Pèsent de pair les menaces sur les éducatrices remettant un minimum en cause ces normes de fonctionnement et sur les résidentes. Pour que les onze femmes logées par le service « accueil » du foyer ne se retrouvent pas expulsées, sans perspectives de relogement, le 6 mars, *un meeting de soutien aura lieu ce soir, à 20 h 30, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, métro Alexandre-Dumas, à l'appel du comité de soutien au foyer Ouvres-des-Gares et du comité Pauline-Rolland.*

SPECIAL HOMMES

Histoire pas même morale de stylo-bille et de rasoirs en plastique

C'est l'histoire d'un monsieur qui a fait fortune en vendant des stylos à bille. Pour que tout le monde le reconnaisse, nous dirons que c'est M. B. Il n'est pas bête, M. B. Il a été un des premiers à comprendre que l'objet avec lequel on écrit n'était plus nécessairement un fétiche plaqué or qui prolonge la main diaphane d'un écrivain ou la paluche velue d'un P-DG. Alors, il a inventé le stylo B., donc, qu'on mordille et qu'on jette. Depuis, il a été beaucoup imité. Par M. K., par exemple, qui a inventé la montre qu'on consulte aussi longtemps qu'elle veut bien marcher, et puis qu'on jette.

M. B., ainsi, a gagné des masses de fric. Avec ce fric, il s'est acheté des yachts, des briquets en or, des stylos en argent, des chats angoras, une datcha, une voiture à six portes avec la télé en couleur, une loge aux Folies-Bergères. Pas vraiment comblé pour autant, M. B. C'est que l'envie d'inventer ne le lâche jamais. Alors, il a cherché encore, bien que ses stylos continuassent de se vendre à merveille.

Un jour, il a trouvé le coup du rasoir. Il y a dix ou quinze ans, le fin du fin, c'était d'avoir un super rasoir électrique, de dernier modèle qui, lui, rase en long, en large et en travers, qui, lui, le seul, rase d'aussi près que le coupe-chou de grand-père ou qu'un bon rasoir mécanique. Il a fallu bien des années pour comprendre que ce miracle de la technique, c'était bidon et compagnie, et que jamais un rasoir électrique ne raserait aussi bien qu'un mécanique, sans parler du plaisir divin de s'enduire le visage de mousse, de crème, de se frotter avec le blaireau soyeux, vous connaissez ça

Alors, les rasoirs électriques se sont mis à roupiller dans les armoires à pharmacie, et les marchands de rasoirs ont fait voile vers les nouveaux rasoirs mécaniques, ceux qui ont deux lames et, tchac, tchac, coupent le poil au plus près, et en deux temps s'il vous plaît.

C'est là qu'arrive M. B. et son génie. C'est-à-dire sa manie de tout banaliser, de rendre l'objet utilitaire si pullulant que l'utilisateur n'a plus qu'une seule envie : le jeter et s'en acheter un neuf. Application immédiate de cette recette au rasoir mécanique : et voilà, le rasoir B., il s'achète par paquet de cinq, ça revient dans les six francs, on le trouve absolument partout, même dans les bureaux de tabac, il est en plastique, la lame est incorporée au plastique, on ne la change pas, on ne peut pas s'ouvrir les veines avec non plus.

Elle marche bien, l'idée géniale numéro deux de M. B. C'est que les mœurs se libèrent, comme on dit, et qu'il est de bon ton, pour un homme ainsi « libéré » d'avoir son petit stock de rasoirs B. dans son attaché-case, son vide poche. Jamais pris au dépourvu, et frais comme un gardon le matin au boulot, même après une soirée irrégulière ou imprévue. M. B. est un fin sociologue, en plus d'un marchand avisé.

Je n'aime pas beaucoup M. B. L'autre jour, j'ai utilisé un de ses rasoirs et j'avais la gueule en sang. C'est à croire que l'inventivité sert toujours à gruger les gogos. Comme ma pomme.

A. B.

• LIVRES: « L'AUTOMNE DU PATRIARCHE » de Gabriel Garcia Marquez

DESTIN D'UNE ILLUSION

Notre accompagnateur parut foudroyé par l'étincelle de la révélation et nous signala la trace d'une botte dans la boue. Regardez, dit-il, c'est son empreinte, et dans cette trace nous vîmes le pouvoir, nous sentîmes le contact de son mystère avec beaucoup plus de force révélatrice que lorsque l'un d'entre nous fut choisi pour le rencontrer en personne. La guerre civile marque une pause au Liban, comme un temps mort de l'histoire, mais qu'on sait bref, on va reconstruire Beyrouth jusqu'à la prochaine destruction, dans six mois, dans dix ans, dans des siècles, en attendant, voici les archéologues, charognards de l'histoire, ils écartent les cadavres frais, ils cherchent en dessous la sédimentation de l'histoire, fouillent au sens propre le langage stratifié de l'histoire, découvrent *la* vérité de l'histoire, laquelle ?

Les charognards, de chair et de plumes ceux-là, s'abattent ainsi, aux premières lignes de *l'Automne du patriarche*, sur la maison du pouvoir où le tyran immortel vient de mourir, mais ce que vont découvrir les hommes qui suivent, parmi les vaches qui habitent le palais, les bouses, les multitudes de cadavres d'oiseaux, rien à voir avec les certitudes des amphores gravées, des pans de mur révélateurs, des inscriptions significatives, et si tout cela, si cette histoire-là n'était qu'une illusion ? Le langage du pouvoir qui se creuse sous nos yeux de lecteurs, à l'image du pouvoir lui-même, est équivoque, paradoxal : pas ragoûtant pour un sou, le vieillard immémorial, qui tient de Franco et de Peron, à la couille droite hypertrophiée par une hernie, aux sphincters incontrôlés, mais il est solitaire et triste, il ferait presque pitié, aussi à gauche, on ne ménage pas les reproches à Garcia Marquez pour cette ambiguïté, en oubliant simplement qu'il s'agit d'un roman et non d'un pamphlet et que, par conséquent, le réalisme se trouve ailleurs que dans la plate allégorie.

Pour Garcia Marquez, le pouvoir n'est pas seulement le fruit des rapports de forces patents entre les classes, il ne se réduit pas à la domination de l'une sur l'autre, il habite aussi les individus, les fait agir, les inquiète. Les personnages du roman sont des individus et non des personnes-symboles mimant en farce pédagogique la catégorie sociale ou politique qu'ils seraient censés représenter. Facile comms tout d'écrire en phrases simplistes où les hommes du pouvoir tiendraient le discours du pouvoir et les opprimés celui de l'oppression, à l'inverse de ce manichéisme littéraire, de ce vrai formalisme, Garcia Marquez choisit une langue compacte, un débit irrépressible où tout parle, pourri et sublime, mythique et trivial, autoritaire et désespéré. Passant du il au je, du je au nous, du nous au tu, *l'Automne du patriarche* est une exploration méthodique de ce qui, dans la langue, se porte garant du pouvoir, c'est-à-dire tout, l'enfermement de chaque couche sociale dans *son* langage, les mythes de pacotille pour le bon peuple, les fictions grandioses pour le pouvoir (le vieux tyran va jusqu'à faire canoniser sa mère), mais pas seulement ce travail d'archéologue, il inverse les facteurs, fond toutes ces couches de langage dans des phrases à n'en plus finir, avec une sorte de naïveté frénétique, *merde alors, comment est-il possible que cet Indien puisse écrire une chose aussi belle avec la main qui lui sert à se torcher le cul, disait-il.*

Loin d'accumuler les certitudes au long de ces trois cents pages au soufle ininterrompu, c'est un peu plus de raisons de douter qu'on découvre à chaque étape, tout n'est qu'illusion, le patriarche un vieillard sans destin, qui naît sans lignes de la main et dont *nous ne sûmes jamais qui il fut, comment il fut, ni s'il fut autre chose qu'un bobard de l'imagination, un tyran pour rire, qui ne sut jamais où était l'envers et l'endroit de cette vie*, parce qu'il était le pouvoir mais qu'il n'avait pas la puissance. Qu'importe alors que les mythes prennent corps — les Américains emportent avec eux les eaux territoriales pour les revendre ! — ou qu'ils s'avèrent de grotesques bobards — éclipse de soleil sur commande pour séduire la reine des pauvres — le pouvoir s'y retrouve toujours seul, dans l'illusion qu'il incarne l'histoire. *Nous savions qu'aucune preuve de sa mort n'était évidente étant donné qu'une vérité cache toujours une autre vérité :* la mort, bien des années auparavant (si bien que personne n'en garde la souvenir vivant) du sosie parfait du vieux dictateur, provoquant dans le peuple un délire de joie, à moins que ce délire lui-même ne fut qu'une illusion, le peuple m'aime, j'en vois partout les signes.

Plus que toute autre chose, l'éternité a une fin. La mort du patriarche, puisqu'elle semble bien réelle cette fois, en annonce une autre dans la littérature — Garcia Marquez déclare qu'il n'écrira plus de romans — celle d'un langage univoque où la méprise se transforme en loi, ce discours millénaire qui pourrit du dedans comme un cadavre vivant, pourriture qu'il y a un siècle déjà, Lautréamont mettait sous le nez de ses contemporains. *Les crapauds ont proliféré dans son ventre, il est obligé de dormir debout pour ne pas s'écorcher aux crêtes d'iguane qui lui poussent dans les vertèbres... Je suis sale. Les poux me rongent. Les pourceaux, quand ils me regardent, vomissent. Les croûtes et les escarres de la lèpre ont écaillé ma peau, couverte de pus jaunâtre. Une vipère méchante a dévoré ma verge et a pris sa place...* (1)

P.-F. Domaine

(1) *Les Chants de Maldoror*, chant quatrième.

« HARROUDA » de Tahar Ben Jelloun

Ce roman-poème, publié en 1973 et réédité aujourd'hui dans la collection « Relire » est bâti sur le souvenir de deux villes marocaines : Fès et Tanger. Fès, la traditionnelle, la ville natale de l'auteur, la cité du saint Moulay Idriss, perchée à l'intérieur des terres ; Tanger, le roc de Taric, la ville des trahisons, sise au bord de la mer. Fès, réécrite phonétiquement Fass, est double : la ville coloniale, moderne, et la vieille ville, elle-même coupée en deux par l'oued-égout ; sa population se divise en notables et en artisans, en partisans de l'ordre et en enfants révoltés. Tanger, elle, est à l'articulation de deux mers : ville du détroit, de la duplicité. En ces lieux s'inscrit la mémoire de l'enfant marocain, dominée d'abord par l'image d'Harrouda, la prostituée-sorcière, la femme monstrueuse qui fascine les enfants à la façon de la danseuse énorme et hirsute de *Huit et demi* de Fellini qui exécute sa rumba au bord de la mer pour les écoliers ; alternative païenne de la religion, catholique chez Fellini, musulmane chez Ben Jelloun. Harrouda est l'ennemie de l'Ordre, de l'Ogre. C'est la protectrice des enfants-oiseaux en révolte contre les poulpes et les rapaces. Image rifaine de la Sorcière.

Si Fès est une ville coupée, l'effet du tranchant se retrouve aussi dans le corps de l'enfant qui doit quitter le milieu des femmes parce que de enfant, il devient homme et qu'il doit subir la circoncision opérée par le coiffeur. Les femmes restent, elles, condamnées à l'enfermement et à la reproduction : c'st le récit poignant de la mère racontant ses trois mariages successifs : *« Je n'avais plus à faire l'apprentissage de la solitude et de la douleur. J'étais née pour habiter les méandres. Je m'appliquais à suivre la ligne du destin, la face voilée. J'avais déjà deux enfants et je n'avais pas encore vu la mer ni un champ d'épis verts. En dehors de Fass, je ne pouvais soupçonner l'existence d'un autre monde. »*

Si Fès est la ville de l'enfance, Tanger est celle de l'adolescence ; elle marque l'accès à une mémoire politique, l'histoire d'Abd El Krim, l'accès aux lieux des hommes adultes, le café (avec le kif) et le cinéma, l'accès enfin à la littérature : Genêt Burroughs, Kerouac.

Harrouda est un roman-poème entremêlant en permanence plusieurs niveaux : souvenirs d'enfance, histoire, contes et légendes, liés par une écriture déchirée, antinaturaliste, rythmée par l'imaginaire d'une autre culture. Une écriture caractéristique de certains écrivains du Maghreb, qui s'emparent de la langue française (dernier héritage colonial qu'ils retournent en arme) et lui impriment une cadence et une couleur tout à fait singulières. *Harrouda*, un livre poétiquement politique, comme *la Réclusion du solitaire*, du même auteur, paru l'automne dernier.

P.C.

• CHANSON

Anne Sylvestre chante depuis vingt ans... J'avais un peu d'appréhension, celle de rencontrer en chair et en os une femme qui, jusqu'à présent et ce depuis longtemps, a été un nom désincarné, souvent associé à des souvenirs un peu boy-scout. Une chanteuse courageuse, en marge, qui a de toute façon acquis une reconnaissance et qui dit ce qu'elle a à dire sans sourciller.

Anne Sylvestre

L'idole des mômes

• Anne Sylvestre, vous êtes en quelque sorte l'« idole » des mômes... Les enfants et vous ?

— Beaucoup de gens ont maintenant dans la tête que Sylvestre c'est, d'abord les enfants... car quand les enfants ont quelque chose dans la tête, ils le disent et le disent très fort ! Mais il se trouve que je ne fais pas que ça... beaucoup ont tendance à oublier le reste. C'est vrai que pour ce Noël, beaucoup de mes disques pour enfants ont été vendus. Pour eux, je ne fais pas que des disques, j'ai une certaine complicité avec eux, il est inutile que je vienne *« faire la chanteuse »* sur scène pour eux, alors que pour moi, la scène est essentielle et que je ne pourrais pas me passer d'elle. Si j'ai fait des disques pour les enfants, c'était pour *« occuper le terrain »* contre les fadaises et la bêtise de mise. Justement, les enfants ont une intelligence fabuleuse et c'est les mépriser beaucoup que de leur donner des conneries ! Les enfants écoutent mes chansons et se les approprient tout de suite...

• Comment les fais-tu ?

— C'est comme les autres chansons, ça vient... Je ne fais pas une chanson pour démontrer ça ou ça... ça vient... c'est un peu comme un fruit qui mûrit.

Je sais connaître les enfants, ce qui est au centre de leurs préoccupations quotidiennes, par exemple le rôle du vélo... Je les observe et ils me demandent eux-même de quoi ils voudraient que je parle. Mes idées : tolérance, différence.

• Pour les petites filles ?

— Les gosses voient et entendent tout ce qui se dit autour d'eux (copains, copines, maîtresse, etc.). Ils sont bouleversé quand ce qui se dit chez eux n'est pas la même chose qu'ailleurs, ils ne savent pas qui a raison, qui a tort, ils ont peur de la différence et puis cela passe... Pour ce qui est des petites filles, je dis dans mes chansons pour la *Petite Josette* : *« Maçonne, tu sera maçonne. Maçonne tu seras maçon... »*

Pour les enfants, la musique c'est un outil, c'est comme de la pâte à modeler, ils peuvent inventer des paroles et ils ne s'en privent pas.

• Et à part les enfants ?

— Pas de différence à la base entre chanson pour enfants et les autres à l'origine, j'y investis la même tendresse, les grands y rêvent et se retrouvent ou pas dedans. Je dis les choses à la place des gens, je récolte, j'écoute, j'aime bien comprendre les gens. J'ai le don, le truc pour raconter des choses, eh bien tant mieux !

On peut y trouver, une consolation, vengeance, une justification ou simplement une amitié...

• Anne Sylvestre, on pense souvent « la chanteuse pour les adolescents(es) ? Qu'en penses-tu ?

— Pour les adolescent(e)s... J'en suis ravie... mais il y a des adolescent(e)s de tous les âges. Mon engagement à moi, est au niveau de la vie, pas de la « politique », politique avec un grand P majuscule. Si dire que c'est pour les adolescents au sens, *« c'est digne d'eux »*... c'est bien. Mon engagement est celui de quelqu'un qui cherche, qui se cherche, qui essaye de vivre avec le plus de justice et d'honnêteté.

• Comment c'est arrivé ?

— Il y a vingt ans que je chante, si on m'avait dit qu'il me faudrait vingt ans pour me faire reconnaître... Maintenant ça me fait plutôt rigoler. On attendait de moi, d'une fille, qu'elle fasse autre chose. Ce que j'écrivais était quand même insolent, on m'a ignorée longtemps. Le public (pas le show-biz), ne m'acceptent pas en dépit d'eux, mais parce que je suis ce que je suis : une vision de la vie au féminin. On est très peu à pouvoir témoigner au féminin. J'ai eu assez de suite dans les idées pour ne pas déformer mon regard selon les normes masculines.

Les choses que j'ai à dire ne sont pas seulement écoutées par des femmes... De plus, je ne veux pas être « partisane » au sens où il y a une forme de militantisme qui limite : si tu prêches au gens qui pensent la même chose que toi, ça ne sert à rien.

Si on me dit « féministe », je refuse, je refuse les étiquettes. Tout ce que j'ai écrit

— C'est vrai que quand j'ai commencé à chanter, nous depuis le début disait la même chose, je ne suis pas devenue une *« chanteuse féministe »*, parce que ça serait à la mode...

Par exemple, quand je parlais de l'avortement (*Non, non tu n'as pas de nom*), il y a environ trois ans, c'était parce que je m'étais révoltée, que tout ce qui était dit à ce sujet, le soit par des hommes... souvent par des politiciens racornis. J'ai eu envie de l'expliquer de l'intérieur.

• Je ne suis pas d'accord avec le mot « mode » que tu emploie. C'est autre chose de plus profond, c'est que de façon collective beaucoup de femmes se sont mises en lutte, en mouvement.

— Il y a vingt ans que je chante, si on m'avait dit qu'il me faudrait vingt ans pour me faire reconnaître... Maintenant ça me fait plutôt rigoler. On attendait de moi, d'une fille, qu'elle fasse autre chose. Ce que j'écrivais était quand même insolent, on m'a ignorée longtemps. Le public (pas le show-biz), ne m'acceptent pas en dépit d'eux, mais parce que je suis ce que je suis : une vision de la vie au féminin. On est très peu à pouvoir témoigner au féminin. J'ai eu assez de suite dans les idées pour ne pas déformer mon regard selon les normes masculines.

Les choses que j'ai à dire ne sont pas seulement écoutées par des femmes... De plus, je ne veux pas être « partisane » au sens où il y a une forme de militantisme qui limite : si tu prêches au gens qui pensent la même chose que toi, ça ne sert à rien.

Si on me dit « féministe », je refuse, je refuse les étiquettes. Tout ce que j'ai écrit

Nous sommes restées un bon moment à parler... et nous avons surtout parlé de la découverte des femmes entre elles, de leur force collective en devenir... comme si les vols solitaires laissaient la place aux envols collectifs. Si sa musique me reste encore étrangère, ses mots ne le sont plus. Beaucoup de femmes... se rencontreront encore...

Propos recueillis par Alice Soledad

• Anne Sylvestre, du 1er au 16 mars, à 20 h 45. Au Palais des Arts, 325, rue Saint-Martin 75 003 Paris. Tél. : ARC 62.78

ABONNEMENT

NOM: ..... **PRENOM:** .....

ADRESSE: .....

VILLE: ..... **CODE POSTAL:** ....

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque barré est à l'ordre de Société de presse nouvelle avec la mention « abonnement ».
— Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

TELEVISION

Mardi 1 mars

— TF 1 —

10.00 Télévision scolaire
12.15 Réponse à tout
12.30 Midi première
13.00 Journal
14.35 Restez donc avec nous
14.50 Cannon (série)
17.00 Télévision scolaire
18.00 A la bonne heure
18.35 Pour les jeunes
19.00 Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
(Feuilleton).
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Eh bien, raconte
20.00 Journal
20.30 L'homme et le sport
Guy Drut et Eric Tabarly, infatigables, sous la caméra sans peur des compromissions de tout genre de François Reichenbach.
21.30 Le monde des peintres naïfs
Les naïfs italiens : Metelli, Ghizzardi, Ligabue...
22.25 Jazz à Juan
Avec Rhoda Scott qui est au jazz ce qu'un « Caprice des dieux » est à un vrai camembert.
22.25 Journal

— A2 —

12.30 Télé promotion rurale
13.05 RTS promotion
Ça promotionne sec, ces temps-ci, à la télé des promoteurs.
13.35 TV régionale
13.50 Ne le dites pas avec des roses (feuilleton).
14.05 Aujourd'hui madame
Autour du personnage de Casanova.
15.05 Les nouvelles de Somerset Maugham (série)
15.55 Aujourd'hui magazine
Le carnaval à Rio et à Bahia.
18.00 Fenêtre sur...
Peintres de notre temps : Ramon Alejendro, un fils du surréalisme.
18.35 Les histoires de l'Histoire
18.45 Flash information
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 La tirelire
20.00 Journal
20.30 Les dossiers de l'écran
L'Incident, film de Larry Pearce (1967). Un film très violent sur le thème des agressions dans le métro. Le sens du film très réussi de Larry Pearce risque d'être quelque peu détourné par la campagne actuelle sur la sécurité, qui sera le thème du débat.

— FR 3 —

18.10 Emission universitaire
18.45 Pour la jeunesse
19.05 Magazines régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Scènes de la vie de province
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Le clan des irréductibles
Film de Paul Newman (1971). L'acteur prend cette fois la caméra pour une violente histoire de bûcherons. Un coup d'essai et un coup de maître. Newman récidivera.
22.20 Journal

Dans l'objectif

ANGOULEME

• Au théâtre à 21 h, le quartet du batteur Max Roach. C'est l'association Musique actuelle qui vous offre ça. Merci, merci et encore, encore !

ORLEANS

• Semaine du cinéma portugais à la maison de la Culture. Pour l'ouverture, ce soir à 20 h 30, *Os 3 da Vada Airada*, un film de Perdigao Queiroga. Il y aura aussi, au cours de la semaine, deux récitals du chanteur portugais Francisco Fanhais.

CORBEIL

• Pour quatre représentations, la pièce balladeuse et réaliste de Jean-Paul Wenzel et Claudine Fiévet *Marianne attend le mariage*, mise en scène par les auteurs.

PARIS

• Cinq programmes différents tous les jours à la Vieille-Grille. Jazz à cordes avec Michel Ripoche et André Demay à 20 h 30. *La Baleine ventriloque*, du rire et de l'absurde avec Michel Lagueyrie, à 22 h 30. Gérard Gauche à 20 h 30, mais dans l'autre salle. Musique répétitive pour guitare avec les guitares dérives de Vincent Lemasne et Bertrand Porquet, à 21 h 30. Enfin, Pierre Dieghi chante la Corse à partir de 22 h 30. Vous n'avez que l'embarras du choix. Et il y a des réductions, le mardi et le mercredi, pour les lecteurs de *Rouge*.

• *Première du Cuarteto Cedron, qu'on commence à bien connaître et on ne s'en plaint pas, au Théâtre de la Ville à 18 h 30. Ils continuent jusqu'au 5 mars, dépêchez-vous : l'Argentine n'est pas si loin.*

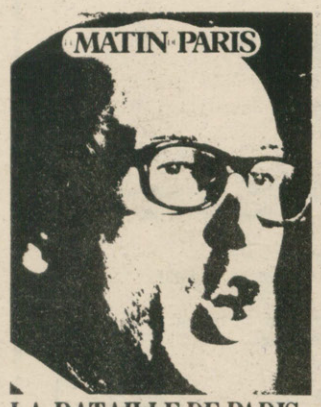
Ce matin, un nouveau quotidien: « Le matin de Paris »

UN PARI ET UN DEFI

rouge

Ce matin, le Matin de Paris *est en vente dans tous les kiosques. Le nouveau quotidien, qui sort sur un format analogue à celui de* Rouge, *est photocomposé et imprimé en typo ; il comportera trente-deux pages dont huit seulement en principe seront couvertes par la publicité.*

Soixante-quinze journalistes en assurent la rédaction dirigée par Claude Perdriel et dont le rédacteur en chef est un ancien journaliste du Nouvel Observateur, *François Henri de Virieu. Outre* « le point de vue du Matin de Paris » *qui descendra sur deux colonnes en page 2, deux pages* « éditoriales » *exprimeront chaque jour les opinions et les sensibilités du nouveau quotidien. Le reste de la surface rédactionnelle devrait être consacré à l'information.*



LA BATAILLE DE PARIS: L'ELYSEE SE FACHE

Le journal de l'Union de la gauche ?

Une vue de la salle de rédaction (photo Maillac)

A peu près à équidistance du « Nouvel Observateur » et de « France-Soir » pour les locaux et les journalistes, nettement plus proche du « Nouvel Observateur » quant au projet politique, « le Matin de Paris » sort son premier numéro public ce matin. Il a fallu plus de six mois de travail à une équipe réduite venant de « France-Soir » pour y arriver. Aujourd'hui, au moment de partir vraiment, ils sont cent vingt, journalistes et personnel technique, installés dans des nouveaux locaux ultra-modernes adossés à la place des Victoires, travaillant dans une ambiance de néon et de moquette neutre. Le tout fait assez salle de rédaction américaine.

« Le Matin de Paris » est l'enfant d'une grève qui a échoué et d'une situation politique. Lorsque l'été dernier, « France-Soir » est mis en vente, une partie de la rédaction en grève prend contact avec Perdriel, P-DG du « Nouvel Observateur », pour envisager les possibilités d'un rachat. L'affaire ne se fera pas : Winkler, le prête-nom d'Hersant, a d'autres moyens et, surtout, les appuis que lui donne Chirac, encore Premier ministre, qui a imaginé toute l'opération. Winkler-Hersant auront donc « France-Soir », débarrassé de quelques dizaines de journalistes qui font jouer la clause de conscience et quittent ce nouveau fleuron de la presse Hersant.

L'idée, déjà caressée au moment de la campagne présidentielle de 1974, naît alors de créer un nouveau quotidien du matin, « de gauche », pour contrebalancer l'influence de la presse de droite qui se taille la part du lion dans la presse quotidienne du matin. Les premiers fonds sont apportés par Perdriel, non sans quelques remous de la part de l'équipe du « Nouvel Observateur » qui craint que toute l'opération ne se fasse à son détriment. Deux cent millions anciens seront ainsi utilisés pour faire les premières études de marché, procéder aux premiers investissements et étudier la formule.

Cette dernière, définie à l'origine comme devant être celle d'un « France-Soir de gauche » se présente aujourd'hui, à en juger par la dizaine de numéros sortis, différemment. Il ne reste, semble-t-il, pas grand-chose du journal « populaire » qui était prévu : mise en page à la fois distinguée et austère, large place accordée à l'information politique, économique et étrangère, contributions d'intellectuels de renom, etc.

En définitive, c'est le public qui dira si le journal est « populaire » ou non. Tiré pour son premier numéro à 500 000 exemplaires, « Le Matin de Paris » espère atteindre rapidement une vente de croisière de 200 000 numéros quotidiens sur toute la France. Dès ce matin, le journal est diffusé en fac-similé sur Marseille et sa région. Pour mener à bien son lancement, un milliard et demi ancien va être dépensé. La moitié de cette somme provient des souscriptions qui ont été lancées, parmi les lecteurs du « Nouvel Observateur » essentiellement ; le reste provient des caisses de l'hebdomadaire, des abonnement et des prises de participation de quelques capitalistes réputés « de gauche ».

Présenté par lui-même comme « le journal de la gauche unie », cette qualification a aussitôt fait bondir « l'Humanité » qui, dans un éditorial de samedi, rappelait son existence et estimait, « avec une confraternelle courtoisie », que ce label était « une imposture pure et simple, de mauvais augure pour l'avenir ». Le désaccord n'est sans doute pas uniquement politique. « L'Humanité » qui a, dans les derniers mois, consenti certains efforts pour améliorer sa formule (plus d'informations, moins de « ligne du parti »), peut craindre la concurrence d'un journal qui, même s'il est parfois qualifié de « journal du PS » (ce que démentent ses responsables) n'apparaît pas comme le porte-parole officiel d'un parti. Quant au « Quotidien de Paris », qui a connu ces derniers mois quelques difficultés, et dont une grande partie des journalistes voulait passer au « Matin de Paris », il devrait être logiquement affecté par son nouveau confrère.

Ces problèmes d'environnement ne semblent pas gêner Roger Colombani, ancien grand reporter à « France-Soir » et aujourd'hui rédacteur en chef adjoint du « Matin de Paris ». « Nous occupons une place inoccupée, celle d'un journal du matin, de gauche et de reportage », dit-il pour rejeter les objections de la concurrence. Quant à la qualification de « journal de gauche unie », il faut, selon lui, l'entendre comme découlant du choix qu'ont fait de nombreux journalistes de venir travailler au « Matin de Paris. »... « C'était chiant d'accepter Hersant »...

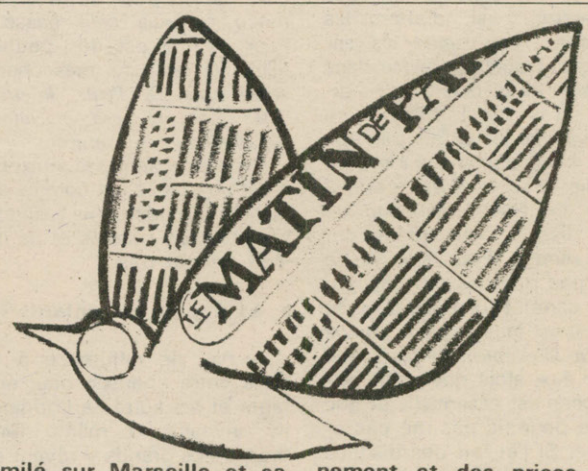
G.M.

Excès de zèle

Dans son édition de dimanche-lundi, « le Monde » se fait l'écho de la surprise de certains de ses lecteurs qui, achetant leur journal, y ont trouvé encarté un dépliant publicitaire de huit pages annonçant la sortie du « Matin de Paris ».

Des lecteurs de « Rouge », surpris que leur journal serve de support publicitaire, nous ont fait savoir que la même mésaventure leur était arrivée.

Renseignements pris auprès des NMPP et du « Matin de Paris », il semble que l'encartage soit dû à l'excès de zèle de certains kiosquaires qui ont mal interprété la circulaire envoyée par les NMPP. Cette dernière stipulait que les dépliants publicitaires, expédiés par les soins des NMPP, seraient à la disposition des acheteurs de journaux. Des kiosquaires ont laissé ceux-ci libres de se servir, d'autres ont distribué le dépliant à chaque client, d'autres, enfin, l'ont encarté...



QUESTIONS SANS REPONSES

Une feuille militante ? Sûrement pas. Un quotidien d'information ? Pas seulement. Un journal *de gauche* ? Certes. Un canard populaire ? Peut-être. Toujours est-il que, pour la première fois en France, un produit d'information *le Matin de Paris* est lancé avec le même soin qu'un article de beauté.

C'est sans doute la force de l'entreprise dirigée par Claude Perdriel qui n'a ménagé ni ses moyens ni ses idées pour définir un public, adapter la publicité et rendre ainsi compétitif un journal qui, face au monopole Hersant, annonce la couleur. Rose, sans doute, mais suffisamment voyante pour inquiéter les requins de la presse à la solde du pouvoir.

C'est ainsi sa principale faiblesse. Le projet initial des vingt-trois journalistes de *France-Soir*, qui avaient fait jouer la clause de conscience, à la fin de l'été dernier, tournait autour d'un quotidien populaire du matin, à destination de ces *petites gens* qui, même si elles votent à gauche, ingurgitent consciencieusement la vision du monde du *Parisien libéré*, de *l'Aurore*, ou de feu *Paris-Jour*.

Le public du *Matin de Paris* ? Les lecteurs de *l'Express*, entre 20 et 40 ans, consommateurs de chaînes hi-fi, pourrait-on dire crûment. C'est-à-dire autre chose. C'est-à-dire, un autre journal. François Henri de Virieu, rédacteur en chef, ne s'en cache pas d'ailleurs pas : *« Nous lançons un produit dont le style est largement déterminé. Cela ne nous empêchera pas de nous situer « à gauche » sans être pour autant le journal d'un parti. Mais, il ne faut pas tromper le public sur ce que nous ferons. Nous sommes un quotidien parisien qui ne touchera pas a priori l'employé de banque de Castelsarrasin. »*

Le quotidien du Parti socialiste ?

Première contradiction. Et puis quel journal de gauche ? Les attaches privilégiées des inspirateurs financiers du projet sont connues : on a soufflé que Michel Rocard tenait les ficelles ; on a sussuré que la CFDT avait placé ses pions ; on a glissé que la nouvelle *« social-technocratie »* s'y trouvait prépondérante. Voire...

Le recrutement des journalistes s'est, en tout cas, fait sur des bases essentiellement professionnelles. *« Ce dont nous avons besoin*, explique François de Virieu, *c'est de gens qui connaissent leur milieu et pas de militants. Si, en plus, ils ont des idées, tant mieux. »* Mais, le bilan reflète évidemment la référence à la gauche unie.

On trouve, en effet, dans la rédaction, beaucoup de journalistes *« proches du Parti socialiste »* (même si très peu vendent *l'Unité* sur leur marché, le dimanche matin), quelques membres à part entière du Parti communiste, des autogestionnaires convaincus, et tous ceux qui, après avoir fait *« Mai 1968 »*, se sont assagis...

Et si, demain, le journal attaque publiquement les positions de François Mitterrand ? La direction en chef reconnaît volontiers qu'elle devra alors faire face à un assaut de pressions téléphoniques. Et si, demain, une violente polémique publique surgit au sein de la gauche ? *« Nous nous contenterons de donner l'information »*, assure Roger Colombani, rédacteur en chef adjoint. La réponse, on en conviendra, est un peu courte. L'avenir dira vite si le journal reflète les contradictions inhérentes à son lancement ou s'il deviendra un quotidien pour les cadres, en défense et en illustration de la politique du Parti socialiste.

Priorité au « vécu »

Reste peut-être, l'essentile. La « une », par exemple, témoigne d'un nouveau style d'information écrite. *« A quoi sert de donner un maximum de texte, se demande François-Henri de Virieu. La radio est là pour sortir l'information. Un quotidien du matin, c'est déjà une sorte d'hebdo. »* Une photo, en retour sur l'actualité, un titre façon *Nouvel Observateur*, et voilà un journal quotidien à la drôle de mine !

A la rédaction, on explique qu'il faut faire l'inverse du *Monde* en matière d'information. La hausse des prix ? C'est d'abord le *vécu* de la ménagère à son marché. Ce sera l'objet de l'article principal qu'illustrera simplement un encadré sur le chiffre de l'indice et ses explications.

A quoi répond le slogan de lancement : *« Un journal qui, chaque matin, parle aux hommes de tout ce qui fait la vie des hommes. »* L'espace réservé à la rubrique « société » — ne parlera-t-elle pas aux femmes ? — traduit cette préoccupation. L'art est difficile si l'on veut éviter le piège du *fait divers*. La subversion de la quotidienneté n'est pas l'aboutissement logique de son récit. En feuilletant les premiers numéros zéro, on s'aperçoit que la rubrique intérieure est loin d'offrir un autre regard sur la politique. Et qu'à tout bien faire, les pages société peuvent en devenir le pendant plutôt que le contraire. Dans un journal finalement comme les autres...

Pierre Julien